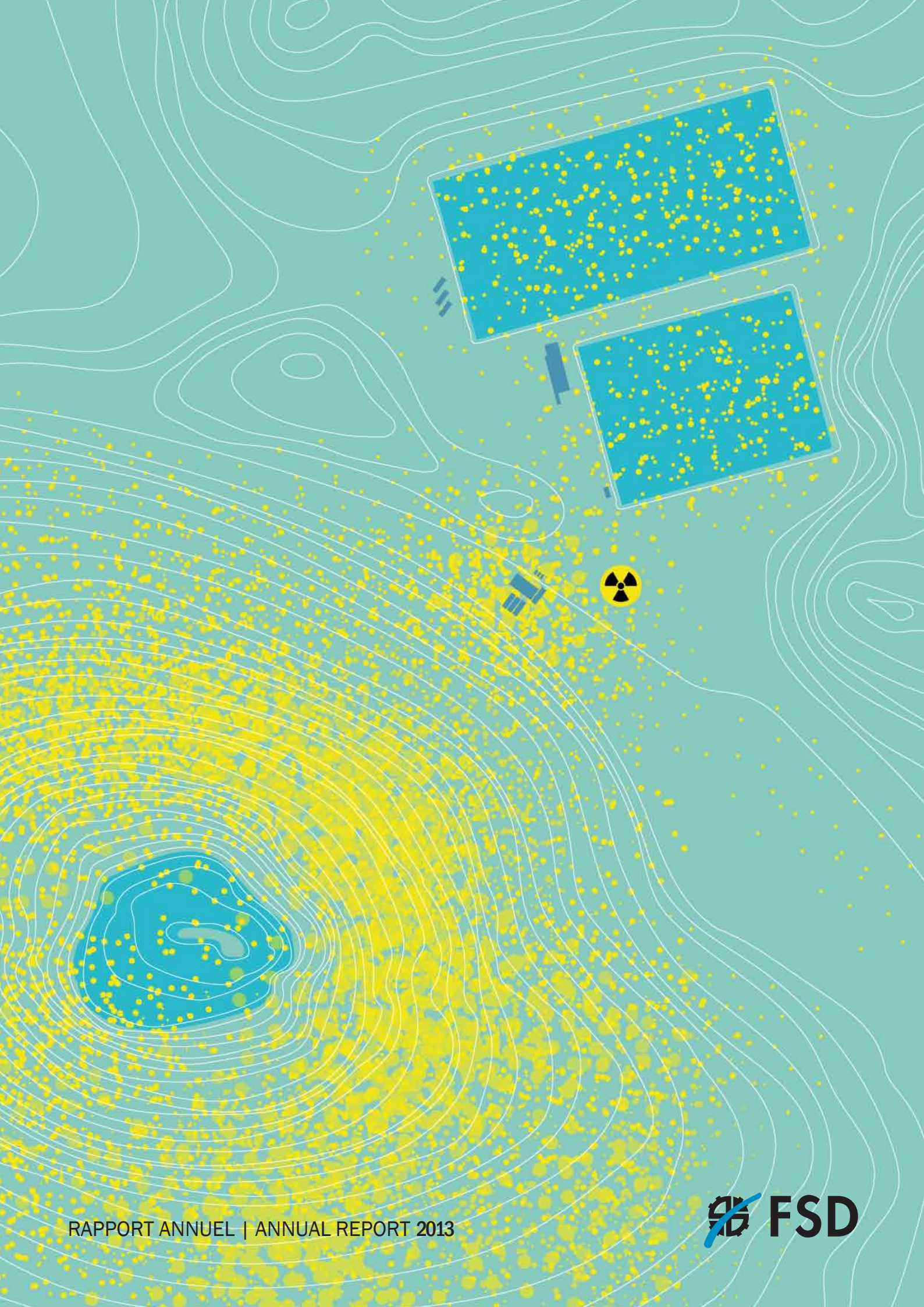




SOMMAIRE | SUMMARY

ÉDITORIAL EDITORIAL	1
LES PROGRAMMES THE PROGRAMMES	2
Résiduts de traitement d'uranium à Chkalovsk Uranium tailings site Chkalovsk	
Tadjikistan Tajikistan	
Sud-Soudan South Sudan	
Afghanistan Afghanistan	
Liban Lebanon	
Philippines Philippines	
Sri Lanka Sri Lanka	
Mali Mali	
Colombie Colombia	
Arménie Armenia	
Libye Libya	
Birmanie Myanmar	
L'espace humanitaire Humanitarian Space	
RAPPORT DE PERFORMANCE PERFORMANCE REPORT	29
RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE AUDITOR'S REPORT	32
ÉTATS FINANCIERS FINANCIAL STATEMENTS	34
L'ÉQUIPE FSD THE FSD TEAM	40

ILLUSTRATIONS | ART WORK

Les illustrations de ce rapport ont été réalisées par Martin Panchaud. Né à Genève en 1982 Martin Panchaud suit des études de bédéiste en Valais (Suisse), puis de graphiste, à Genève. Son style narratif se caractérise par l'usage de symboles, de formes abstraites et de schémas qu'il met au service d'une histoire ou d'un propos. En 2012, son travail est récompensé par le *Prix de la jeune bande dessinée* et en 2014, il est l'un des lauréats des *Bourses Berthoud, Lissignol-Chevalier et Galland (Genève)*. Il travaille actuellement à son roman graphique et réalise des nouvelles et des documentaires pour des magazines et publications en France, en Suisse et en Allemagne. Martin Panchaud vit et travaille actuellement à Zurich. www.martinpanchaud.ch

The illustrations in this report were created by Martin Panchaud. Martin Panchaud was born in Geneva in 1982. He first studied in a comic strip school in Valais, Switzerland and later in a graphic design school in Geneva. His narrative style combines symbols, abstract shapes and schemes designed to tell a story or to give a message. In 2012 Martin Panchaud was awarded the *Prix de la jeune bande dessinée* and in 2014 he was one of the recipients of the *Bertoud, Lissignol-Chevalier and Galland scholarships (Geneva)*. He now works on his graphic novel and he also writes short stories and documentaries for various magazines and publications in France, Switzerland and Germany. Martin Panchaud lives and works in Zurich. www.martinpanchaud.ch

Cover	Mine d'uranium vue d'oiseau avec contaminations radioactives Bird's-eye view of an uranium mine with radioactive contaminations
p.2-3	Mine d'uranium à ciel ouvert Open pit uranium mine
p.5	Destruction de munitions et d'explosifs Amunitions and explosif destruction
p.6	Processus de déminage Demining process
p.9	Sécurisation d'un chemin pédestre Secure a path way
p.10	Sous-munition Blu 3 perdue dans la nature Submunition Blu 3 lost in the nature
p.13	Robot de déminage Demining robot
p.14-15	Hommes et machines déminent une zone Men and machines demine a contaminated area
p.18-19	Mine antipersonnel PMN2 Anti personnel mine PMN2
p.21	Victimes d'accidents de mines Mine victims
p.22-23	Mine d'uranium avec résiduts radioactifs Uranium mine with tailings
p.25	Mine antipersonnel dans un milieu naturel Anti personnel mine in the open nature

ÉDITORIAL | EDITORIAL

Depuis sa fondation en 1997, la FSD s'est fixé pour objectif la sécurité des zones d'habitation ainsi que l'accès aux éléments essentiels pour la vie, comme l'eau, la terre agricole et un espace sécurisé permettant les activités économiques dans les pays en développement et plus particulièrement dans ceux qui ont été victimes de la guerre.

La FSD a réalisé cet objectif par l'enlèvement et la destruction des restes explosifs de guerre et des mines. Elle a mené à bien de tels programmes dans vingt-et-un pays et en conduit actuellement neuf dans le monde entier. Un des programmes qui illustre bien notre philosophie et notre politique est celui que nous avons au Tadjikistan. Depuis 2003 la FSD y mène des opérations majeures, essentiellement de déminage et de démilitarisation. Elle entretient d'excellentes relations avec le gouvernement Tadjik ainsi qu'un très bon partenariat et réseau opérationnel avec les ONG locales. Au Tadjikistan la FSD a un corps de 240 collaborateurs formés, une infrastructure bien établie, avec de substantielles capacités de logistique et de gestion. Ses équipes ont d'excellentes compétences nécessaires à la mise en œuvre de projets pour gérer les risques de façon sûre, fiable et efficace.

En 2013, la FSD a développé ses opérations au Tadjikistan et lancé les premières étapes d'un projet pilote destiné à l'assainissement de deux anciens sites de résidus miniers d'uranium. Nos équipes ont prouvé leur savoir-faire professionnel, leur discipline et l'infrastructure que nous avons pour traiter les risques d'explosifs peut tout à fait être utilisée pour traiter les autres types de risques. La compétence de nos équipes a permis d'amortir et atténuer l'impact social, économique et environnemental des risques chimiques ou radioactifs afin de créer les conditions favorables au développement des communautés et régions affectées.

Les prochaines étapes prévues pour ce site comprendront l'assainissement de points radioactifs critiques, une intensification de la collaboration avec les communautés locales pour leur faire prendre conscience des risques et l'introduction de mesures pratiques pour s'assurer que l'eau de la population locale n'est pas polluée.

La réussite de ce projet pilote est très importante, car il y a bien d'autres sites de ce type en Asie centrale qui auront besoin d'être assainis afin de permettre à la population environnante de vivre en sécurité et en bonne santé.

Au nom du Conseil d'administration de la FSD, je remercie tous nos collaborateurs locaux et internationaux ainsi que tous les pays partenaires de l'appui enthousiaste qu'ils ont apporté à notre organisation.

Since it's foundation in 1997, the main goal of FSD has been to provide safe areas for human habitation and access to essentials of living such as water, agricultural land and safe space for the conduct of economic activities in developing countries, particularly those, which have been affected by war.

FSD achieved this objective with the removal of explosive remnants of war and mines. It has conducted such interventions in 21 countries and currently implements nine programmes worldwide. One programm, which illustrates well our philosophy and our policy, is the one we have in Tajikistan. FSD has had extensive operations there since 2003, mostly focussed on demining and demilitarization. It has developed excellent relations with the Tajik government as well as strong partnership and implementation networks with local NGOs. In Tajikistan FSD still has a cadre of 240 trained staff, an established infrastructure, management and a substantial logistical capacity in place. Its teams have excellent core skills of implementing projects dealing with managing risk in a safe, reliable and efficient manner.

In 2013, FSD has extended it's operational scope in Tajikistan, and implemented the first stage of a pilot project aiming at the remediation of a legacy uranium tailing site. Our teams have demonstrated that their professional know-how, discipline and our infrastructure required for the remediation of explosive hazards can be easily transferred to deal with other types of hazards. Their skills have helped to alleviate and diminish the social, economic and environmental impacts of toxic chemical and radioactive hazards in order to create favourable conditions for the development of affected communities and regions.

The planned next steps in this site will include the remediation of radioactive hot spots, more collaboration with the local communities to sensitize them about the risks and to introduce practical measures to make sure that the local population is not exposed to polluted drinking water.

The successful completion of this pilot project is of great importance, as many more such sites in Central Asia will need to be remediated in order to allow the surrounding population to live in safety and good health conditions.

On behalf of the FSD Foundation Board, I thank all our national and international staff in Tajikistan and all other countries of intervention for their enthusiastic support they offer to our organization.

Dr. Jürg STREULI
a. Ambassadeur, ret. Ambassador
Président de la FSD, President of FSD



RÉSIDUS DE TRAITEMENT D'URANIUM À CHKALOVSK

L'Asie centrale, à l'époque du régime soviétique, était premier producteur d'uranium, de mercure, d'antimoine et d'autres minéraux. Dans la vallée de Fergana, on ne trouvait pas moins de dix sites d'extraction et de traitement de minerai radioactif, dans le cadre du programme nucléaire soviétique. Depuis la fin de la période soviétique, la majeure partie de ces mines a été progressivement abandonnée. Au Tadjikistan, la région de Sughd, située au nord, recèle à présent plus de 170 millions de tonnes de déchets, toxiques et radioactifs pour la plupart, menaçant la santé des habitants. Ces déchets pourraient en effet contaminer la nappe phréatique ou se retrouver dans la chaîne alimentaire.

Dans le voisinage immédiat de la ville de Khujand, le site de Chkalovsk, aussi appelé «Karta 1-9», contient des déchets de production d'uranium. Ce site ressemble à une ancienne zone industrielle, bien qu'on n'y trouve aucun signallement particulier et qu'aucune mesure de protection n'ait été prise à ce jour. Au vu de l'expansion de Khujand, il est très probable que, dans un avenir proche, le site finisse entouré d'habitations.

L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) a visité ce site pendant plusieurs années. L'AIEA a bien fait des recommandations pour l'assainissement, mais l'Etat tadjik, qui en est propriétaire, n'a pas les moyens de mettre en place des mesures concrètes. En 2013, à la demande pressante de l'agence tadjik responsable de la sécurité en matière d'énergie nucléaire et de radiations, la FSD a construit, dans un premier temps, un mur en béton de plus de deux mètres de haut et long de 1,8 kilomètre, afin d'en limiter l'accès aux personnes et aux animaux. Ce projet a été réalisé en collaboration avec Green Cross Suisse et l'entreprise étatique propriétaire du site, Vostokredmet.

La suite du projet comprendra l'assainissement des «hotspots» radioactifs sur le site de déchets, une collaboration approfondie avec les communautés locales, afin de les avertir du danger, ainsi que des mesures concrètes permettant de s'assurer que la population locale ne soit pas exposée à une contamination de l'eau potable.

URANIUM TAILINGS SITE CHKALOVSK

During the Soviet period Central Asia was leading the production of uranium, mercury, antimony and other minerals. There were more than ten different mining and processing plants in the Fergana valley which mined and processed radioactive ores under the Soviet nuclear programme. Since the end of the Soviet era most of these mines have been gradually abandoned. The northern Sughd region of Tajikistan now contains more than 170 million tons of mining waste, much of it toxic and radioactive. This poses a threat to human security as toxic heavy metals and radionuclides may enter the water table or end up in the food chain.

In the immediate vicinity of the city of Khujand is the Chkalovsk uranium tailings site, also called "Karta 1-9". This site resembles a former industrial site, though without any special marking or protective measure. As the city of Khujand expands, it is very likely that the tailings site will be inside the built city area in the near future. The International Atomic Energy Agency (IAEA) has been visiting this site for years. IAEA made recommendations for the remediation, but due to a lack of money by the Tajik state owner, practical measures have not been implemented. In 2013 at the urgent request by the Tajik Nuclear and Radiation Safety Agency, FSD has built in a first step a more than two meters high and 1,8 kilometre long concrete wall around the entire tailings site, to limit the access by persons or animals. This project has been carried out jointly with Green Cross Switzerland and in cooperation with the site owner and state company Vostokredmet.

The planned next steps in Chkalovsk will include the remediation of radioactive hot spots on the tailings site, more collaboration with the local communities to warn them of the risks and practical measures to make sure that the local population is not exposed to polluted drinking water.

TADJIKISTAN | TAJIKISTAN

En 2013, la FSD a fêté son dixième anniversaire au Tadjikistan. Durant cette décennie, la FSD a été la plus grande agence de déminage au Tadjikistan et a été seule à opérer jusqu'en 2010. La mise en place par la FSD des activités d'enquête sur les champs de mines, de déminage et de libération des terres aide directement le Tadjikistan à atteindre ses buts fixés par le Traité d'Ottawa, pour que le pays soit libéré des mines.

Des projets ont aussi été mis en place dans le cadre de la destruction des armes et des munitions et de la gestion des stocks d'armement, de la construction de capacités nationales et de l'aide aux victimes. Un projet a été lancé dans un nouveau domaine, les risques liés à la radioactivité, pour l'assainissement d'un site contaminé à l'uranium. L'équipe d'enquête non technique de la FSD est la seule capacité dans le pays à avoir travaillé sur l'identification des champs de mines et leur enregistrement dans la base de données nationale sur les mines. En 2013, plus de 120 nouveaux champs de mines, encore non répertoriés, ont été identifiés par les équipes spécialisées.

En réponse au besoin croissant de méthodes de déminage améliorées au Tadjikistan, douze chiens de détection de mines ont été incorporés en 2006, avec un centre d'élevage et de dressage pour plus de durabilité. Depuis lors, plus de 26 chiens ont été élevés et dressés pour la détection des mines et d'autres dangers explosifs. Le gouvernement du Tadjikistan a souvent recours à ces chiens pour identifier de potentielles menaces d'explosifs avant et pendant les événements importants à Dushanbe.

Afin d'optimiser la capacité de chiens de détection de mines et d'améliorer l'efficacité du déminage, deux équipes de déminage mécanisé avec des mini-fléaux MV-4 ont été introduits dans le programme en 2010, complétant ainsi la «boîte à outils» des moyens de déminage, pour un programme intégré de déminage.

Cette année, des améliorations continues des méthodologies de déminage et de l'efficacité opérationnelle ont conduit à de meilleurs résultats avec une capacité réduite.

En juillet, le projet transfrontalier de la FSD en Afghanistan s'est officiellement séparé du Tadjikistan, en raison de l'expansion des programmes des deux pays. Un accord international de démarcation pour la coopération transfrontalière dans le cadre des activités de déminage a été signé, en octobre, par les gouvernements du Tadjikistan et d'Afghanistan.

En août, un projet en soutien à la construction de capacité nationale et à l'aide aux victimes a été achevé avec succès. Il consistait en trois sous-projets: a) le soutien au développement de la base de données nationale sur le déminage (IMSMA), b) le soutien à la formation psycho-sociale et le développement des directives pour les travailleurs de la santé confrontés aux victimes de traumatismes et c) le développement de directives nationales et d'un projet-pilote sur l'accessibilité aux bâtiments et aux infrastructures publics.

La FSD continue sa coopération avec l'ONG nationale Union of Sappers of Tajikistan (UST), en partageant les bureaux et en fournissant un soutien peer to peer pour leurs activités et leur développement. En 2014, la FSD prévoit de développer davantage UST en équipant, en formant et en déployant une capacité de déminage civile et de fournir aussi un soutien accru au développement de leur capacité institutionnelle. Ceci soutient directement la stratégie, acceptée d'un commun accord, de nationalisation complète des activités de déminage en 2015.

During 2013 FSD celebrated its 10th anniversary in Tajikistan. Over the last decade FSD has consistently been the largest implementing agency for demining activities in Tajikistan, and was the only operator until 2010. FSD's implementation of minefield survey, demining and land release activities directly and significantly supports Tajikistan in achieving its Ottawa Treaty goals for a mine free country.

Projects were also implemented in weapons and ammunition disposal and stockpile management, national capacity building and victim assistance, and a project was initiated in a new sector of radioactive hazards, for the remediation of a uranium contaminated site.

FSD's non-technical survey team is the only capacity in the country to have worked on identification of minefields and registering them in the national mine action database. During 2013 over 120 new and previously unregistered minefields were identified by the specialized teams.

As a response to the increasing need for enhanced demining methods in Tajikistan, 12 Mine Detection Dogs (MDD) were introduced in 2006 with a breeding and training center for sustainability. Since then more than 26 dogs have been bred and trained to be used for detecting landmines and other explosive hazards. The government of Tajikistan often requests these dogs also to identify potential explosive threats prior to and during important events in Dushanbe.

In order to maximize the output of the MDD capacity and to increase the efficiency of land release, two mechanical demining teams with MV-4 mini flails were introduced to the programme in 2010, thus completing the "toolbox" of demining assets for an integrated land release programme.

This year, continued improvements to land release methodologies and operational efficiency led to higher land release results being achieved with a smaller capacity.

In July, the FSD cross border project in Afghanistan officially separated from Tajikistan due to the expansion of both countries' programmes. A landmark international agreement for cross border cooperation for mine action activities between Tajikistan and Afghanistan was signed by both governments in October.

In August a project on National Capacity Building and Victim Assistance was successfully completed. It consisted of 3 subprojects: a) Support to developing the national mine action database (IMSMA), b) Psycho-social support training and guideline development for health workers dealing with trauma victims, c) Development of national guidelines and pilot project of physical accessibility to public buildings and facilities.

FSD continues its cooperation with national NGO Union of Sappers of Tajikistan (UST) by sharing office space and providing peer to peer support for their ongoing activities and development. In 2014, FSD plans to further develop UST with the equipping, training and deployment of a civilian demining capacity, and to also provide enhanced support to the development of their institutional capacity. This directly supports the jointly agreed strategy to fully nationalize mine action activities by 2015.

Weapons and Ammunition Disposal (WAD) and Stockpile Management
Conventional ammunition stockpiles exist across Tajikistan as a legacy from the Soviet military that used Tajikistan as transit for huge amounts of weapons and ammunition to Afghanistan during the invasion. After the collapse of USSR most military depots and storages were handed over to Tajik government and all stores contained unserviceable ammunition. The aim of the project is to dispose of, or re-locate to secure sites, conventional munitions and light weapons for subsequent destruction.

Destruction d'armes et de munitions et gestion de stocks d'armement

Les dépôts de munitions conventionnelles au Tadjikistan remontent à l'époque où l'armée soviétique se servait du pays pour le transit d'une quantité immense d'armes et de munitions vers l'Afghanistan, pendant l'invasion. Après la chute de l'URSS, la plupart des dépôts et stocks militaires ont été transférés au gouvernement tadjik et tous contenaient des armes impossibles à mettre en service. Le but du projet est de détruire, ou d'amener en lieu sûr les munitions conventionnelles et les armes légères pour les détruire ultérieurement.

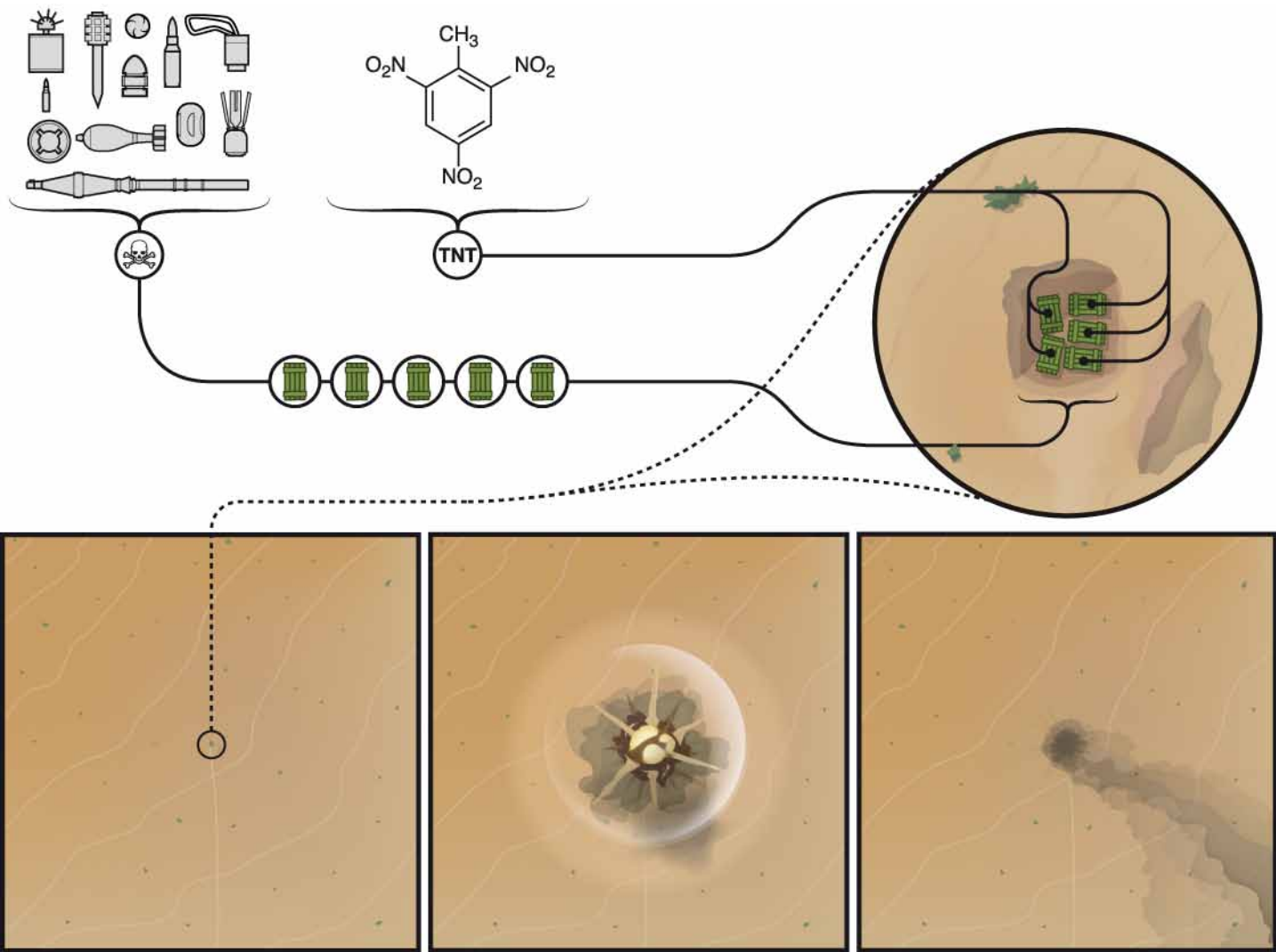
La destruction des munitions en vrac et des armes, au nom du Ministère de la Défense, du Ministère de l'Intérieur, des garde-frontière, de la garde nationale (anciennement la garde présidentielle) s'est poursuivie en 2013 en divers endroits à travers le pays.

Un nouveau projet a été lancé sur la sécurité physique et la gestion de dépôts d'armement, soutenu par le Trust Fund de l'OTAN. L'objectif du projet est de diriger des opérations de destruction de stocks d'armement de manière sûre et efficace au Tadjikistan. Il s'agit aussi d'améliorer la gestion nationale des munitions, à travers des enquêtes sur les sites et des cours de formation avec les agences de sécurité nationales tadjik.

Bulk ammunition and weapons disposal on behalf of Ministry of Defense, the Ministry of Interior, the State Committee for National Safety, the National Guard, and the State Committee for National Safety continued through 2013 at various locations throughout the country.

A new project was launched on Physical Security and Stockpile Management (PSSM) supported by the NATO Trust Fund. The objective of the project is to conduct safe and effective ammunition stockpile reductions of ammunition in Tajikistan, and to improve national ammunition management through the conduct of site surveys and training courses with Tajik national security agencies.

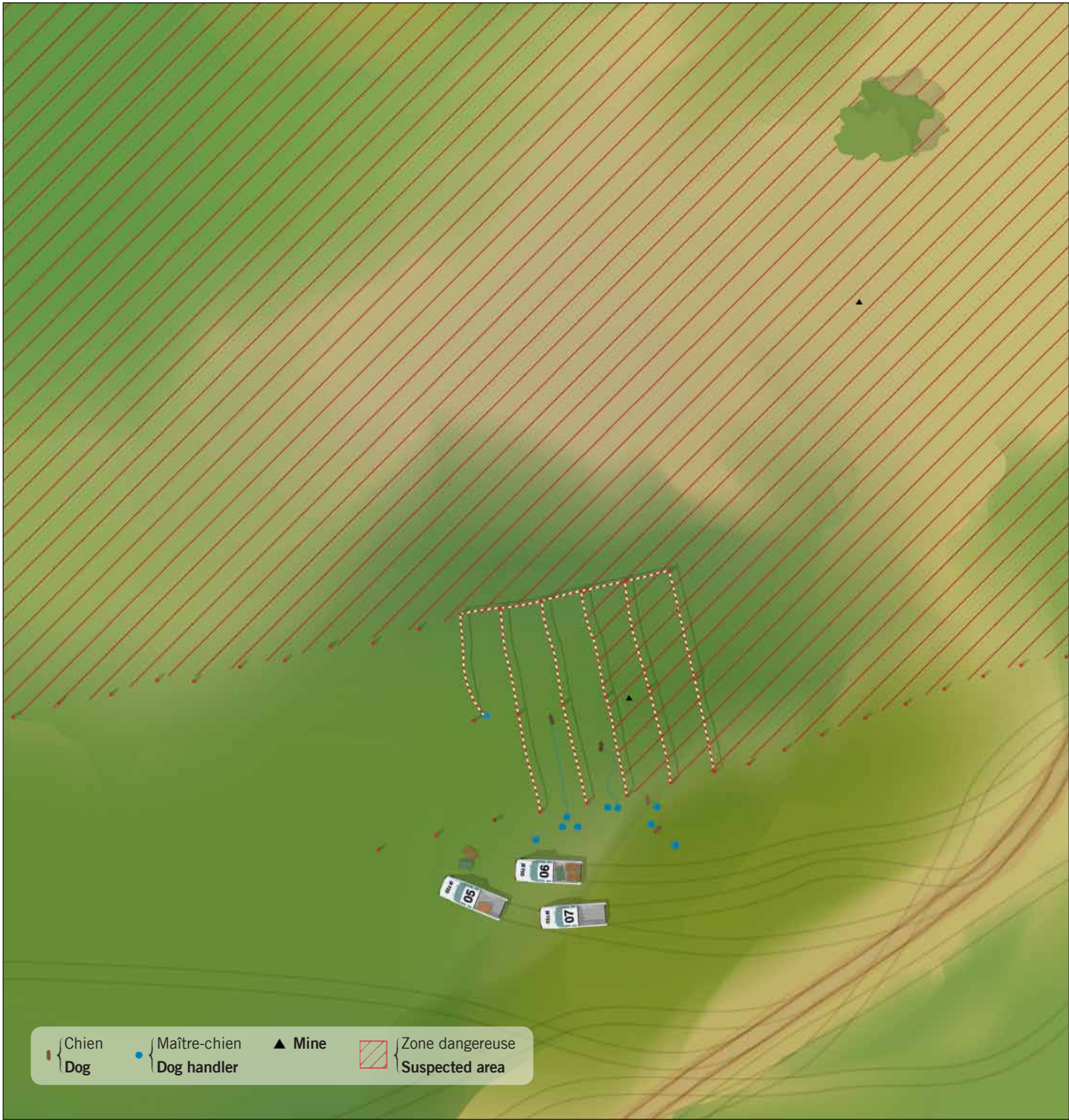
Personnel expatrié International Staff:	4
Personnel national National Staff:	128
Mines détruites Destroyed mines:	4'851
ERW détruits Destroyed ERW:	24
Surface réhabilitée Released land:	1'938'300 m²
Dépenses Expenditures:	CHF 2'751'249
Principaux donateurs: Allemagne, Canada, Département d'Etat des USA, OTAN	
Main donors: Germany, Canada, US State Department, NATO	



SUD-SOUDAN | SOUTH SUDAN

Depuis début 2013, la situation politique au Sud-Soudan est restée calme, malgré peu de progrès économiques, jusqu'à ce que la production pétrolière reprenne en avril 2013. Le gouvernement a connu une importante reconfiguration en août, lorsqu'un nouveau cabinet a été établi, dans l'espoir de dynamiser le développement socioéconomique pour fournir des services dont la population a grand besoin. Vers la fin

From the beginning of 2013 the political situation in South Sudan remained quiet, though with little economic progress until oil production was restarted in April 2013. There was a major reshuffle of the government in August when a new cabinet was brought in with the hope of steering up the socio-economic development for provision of much needed services for the citizens. Towards the end of November,



novembre, le gouvernement a envisagé d'alléger les mesures d'austérité en 2014. La situation de l'Etat de Jonglei est demeurée volatile avec les conflits intertribaux et les activités rebelles du renégat David Yau Yau. Dans les Etats du nord et ceux du Haut-Nil, un grand nombre de réfugiés fuyant les combats dans le sud de Khordofan a continué de chercher la sécurité au Sud-Soudan. Des négociations étaient en cours avec le gouvernement soudanais, dans le but de résoudre les problématiques résiduelles de la post-indépendance, telles que la démarcation des frontières, entre autres. Les combats ont éclaté à nouveau à Juba en décembre, causant la mort d'environ 500 personnes et le déplacement de plus de 30'000 personnes. Ces combats se sont étendus à Bor, dans l'Etat de Jonglei, et plus tard à Unity et les Etats du Haut-Nil, des combats ayant été rapportés à Malakal, dans l'Etat du Haut-Nil. Au moment de la rédaction de ce rapport, il est difficile de prévoir les répercussions de ce regain de violence sur l'avenir du pays, sur ses priorités et sur l'accent mis sur le déminage, vis-à-vis de l'aide d'urgence réclamée par la population.

En 2013, les opérations du SIMAS (Sudan Integrated Mine Action Service) incluaient le déminage manuel et la destruction des explosifs, mis en place en partenariat avec la FSD grâce à des fonds du Bureau américain pour la réduction de l'armement PM/WRA (American Office of Weapon Removal and Abatement). Les opérations comprenaient aussi le déminage mécanisé et l'éducation au danger des mines, financé directement dans le pays par le service de déminage des Nations Unies UNMAS (United Nations Mine Action Service) et l'UNICEF. La plupart des opérations ont été menées dans l'Etat de Central Equatoria, à l'exception de la destruction des explosifs et de l'éducation au danger des mines, opérations menées dans l'Etat d'Eastern Equatoria. Le financement de PM/WRA a continué depuis 2012 et s'est terminé en juillet 2013, alors que le financement de l'UNMAS, en soutien au déminage mécanisé, a pris fin en septembre 2013. Les fonds de l'UNICEF ont continué jusqu'à la fin décembre. Malgré ces efforts et ces résultats, un changement de politique soudain a mis un terme au financement provenant des principaux donateurs, dû pour l'essentiel au changement d'attitude de l'UNMAS envers l'idée de capacité nationale. La FSD a été témoin d'une résistance active de la part des Nations Unies vis-à-vis de l'existence même du SIMAS. L'UNMAS à Juba a continuellement donné un retour très négatif aux donateurs internationaux, en particulier les Etats-Unis et le Japon, avec pour résultat que tous deux ont cessé de financer cet opérateur international.

Cette nouvelle attitude de la part de l'agence des Nations Unies a surpris la FSD et le SIMAS, d'autant plus que la «construction de capacités de déminage nationales» tient une place très importante dans la liste des priorités et dans la stratégie à long terme de l'UNMAS. Si la FSD ne parvient pas à faire évoluer cette situation, le SIMAS devra fermer ses portes, ce que la FSD déplorerait beaucoup, pas tant en raison de la perte d'un opérateur capable de se concentrer sur les zones à fort impact humanitaire, mais surtout parce que cela priverait le Sud-Soudan d'une force en mesure de faire face aux tâches restantes, une fois que les efforts de déminage financés internationalement seront terminés.

the government envisaged also scrapping the austerity measures in 2014. Jonglei state had however remained volatile with the continued intertribal conflict and the rebel activities of renegade David Yau Yau. In the northern states and particularly that of Upper Nile, a big number of refugees fleeing the fight in southern Khordofan continued to seek safety in South Sudan. Negotiations had been ongoing with the government of Sudan towards resolving the remaining post-independence issues such as border demarcation among others. Fighting broke out again in Juba in December, leaving an estimated number of over 500 people killed in a few days and over 30'000 displaced. This fight spread to Bor in Jonglei state and later to Unity and Upper Nile states with reports of new conflict in Malakal in Upper Nile State. At the time of this report it is still difficult to say what repercussions the new spark of violence will have on the future of the country, on its priorities and if and when there will be again focus on mine action operations facing emergency support for the population in need.

In 2013 the Sudan Integrated Mine Action Service (SIMAS) operations included manual clearance and Explosive Ordnance Disposal (EOD) implemented in partnership with FSD through funding from the American Office of Weapon Removal and Abatement (PM/WRA) and mechanical demining and Mine Risk Education (MRE) funded directly in the country by the United Nations Mine Action Service (UNMAS) and UNICEF. Most operations were undertaken in Central Equatoria State with exception of EOD and MRE that were conducted in Eastern Equatoria State. The funding from PM/WRA continued from 2012 and ended in July 2013 while the UNMAS funding in support of the mechanical demining ended in September 2013. The UNICEF funding continued until the end of December.

Despite these efforts and results, a sudden turn of policy has interrupted the funding from the major donors, mainly due to the change of attitude of UNMAS in country regarding the idea of national capacity. FSD had to witness an active resistance from UN to SIMAS' very existence. UNMAS in Juba has provided repeatedly negative feedback to international donors, such as the US and Japan, with the result that both donors have stopped funding this national operator.

This new attitude from the UN agency surprised FSD and SIMAS even more as the « Building of National mine action capacities » stands very high on the list of priorities and long term strategy of UNMAS. If FSD does not manage to turn this situation around swiftly, SIMAS will have to close, which FSD would greatly deplore, not so much because of a loss of an operator able to focus on the current high impact areas, but because it would deprive South Sudan from a force which may be able to deal with all the remaining tasks once the internationally funded mine action efforts are completed.

Personnel expatrié International Staff:	1
Personnel national National Staff:	27
Mines détruites Destroyed mines:	9
ERW détruits Destroyed ERW:	8'350
Surface réhabilitée Released land:	354'771 m²
Dépenses Expenditures:	CHF 617'225
PRINCIPAUX DONATEURS: Suisse (DP IV), Suisse (DDC), Département d'Etat des USA	
MAIN DONORS: Switzerland (PD IV), Switzerland (SDC), US State Department	

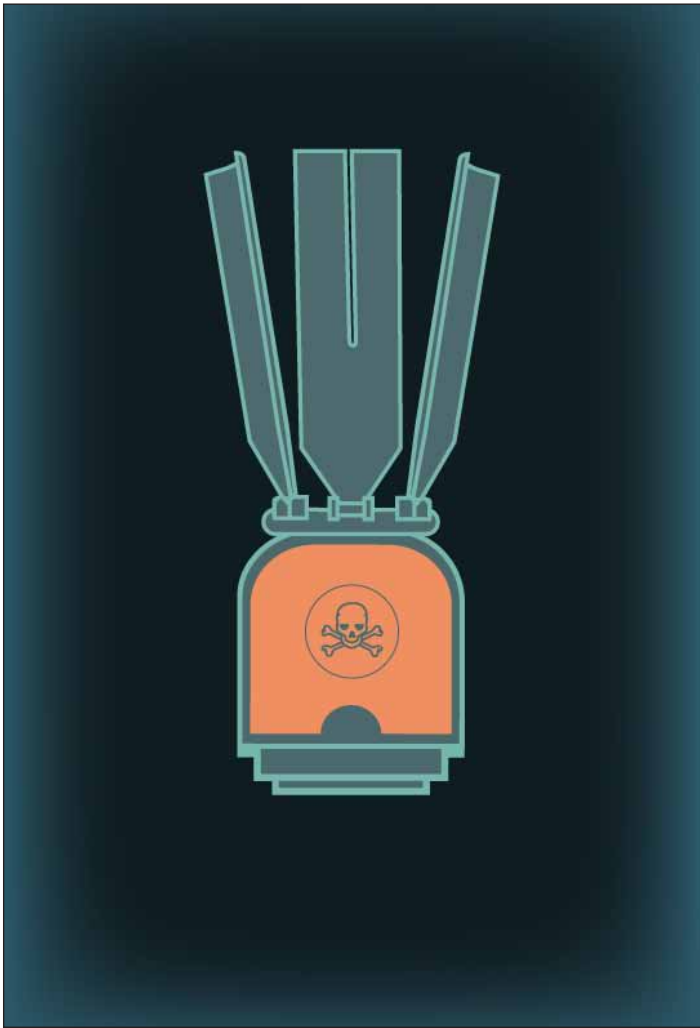
LIBAN | LEBANON

Dans le sud du Liban, les opérations d'évacuation des sous-munitions ont été financées par la Direction pour la Développement et la Coopération suisse (DDC) et International Trust Fund (ITF), basé en Slovénie. Ces dons restants de 2012 ont été épuisés en mars 2013. ITF et DDC ont financé trois équipes de déminage en zone de combat dans le sud du Liban, dans la région de Nabatieh. La plupart des tâches comprenaient l'évacuation de restes explosifs de guerre, principalement des sous-munitions. Les zones à risques confirmées où a travaillé la FSD se trouvaient à Mazrat, Chalbaal, Zrariye et Shukin. À Shukin, la FSD a dégagé et restitué environ 107'000 m2 de terres et évacué plus de 500 éléments de sous-munitions. Après que le bureau de Nabatieh a été fermé en mars 2013, tout l'équipement de déminage a été rendu au centre de déminage libanais LMAC (Lebanon Mine Action Centre) où il sera entreposé pour des opérations futures. La FSD continue de maintenir des relations ouvertes et régulières avec LMAC, afin d'évaluer des opportunités pour toute opération à venir.



Dépenses Expenditures:.....	CHF 284'679
PRINCIPAUX DONATEURS: International Trust Fund, Suisse (DDC)	
MAIN DONORS: International Trust Fund, Switzerland (SDC)	

Cluster ammunition clearance operations in Southern Lebanon were funded by the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) and the International Trust Fund (ITF) based in Slovenia. These donor grants remained from 2012 funding and were used up by March 2013. ITF and SDC financed three battle area clearance (BAC) teams in South Lebanon in the specific area of Nabatieh with most tasks involving the clearance of explosive remnants of war (ERW) such as ordnance and sub-munitions. Specific confirmed hazardous areas (CHAs) where FSD worked were in Mazrat, Chalbaal, Zrariye and Shukin. In Shukin FSD Lebanon cleared and released approximately 107'000 m2 of land and cleared over 500 items of ERW. After closure of the office in Nabatieh in March 2013 all demining equipment was returned to the Lebanon Mine Action Centre (LMAC) where it will be held for future operations. FSD continues to maintain open and regular relations with the LMAC in order to assess possible opportunities for any future operations.



PHILIPPINES | PHILIPPINES

En octobre 2012, grâce à des fonds de l'Union Européenne, la FSD a lancé des activités de déminage à Mindanao. Le programme a démarré dès que le gouvernement des Philippines et le front de libération islamique Moro (MILF) ont signé un accord dans le cadre de la paix (Peace Framework Agreement), destiné à mettre un terme à plus de 40 ans de conflit à Mindanao. La FSD travaille maintenant directement avec son partenaire national, le PCBL (organisation philippine pour l'éradication des mines), le gouvernement des Philippines et le MILF, afin de réduire la menace posée par les mines et munitions non explosées dans les zones touchées par les conflits. Les partenaires collaborent sous les directives pour la mise en place du PCBL, acceptées par le gouvernement philippin et le MILF comme parties intégrantes du processus de paix. De 1999 à fin 2013, au moins 718 accidents (215 morts et 503 blessés) ont été répertoriés aux Philippines, provoqués par des mines, des restes explosifs de guerre ou des explosifs artisanaux. Le projet aide à éloigner cette menace. La FSD a formé et déployé deux équipes à double rôle d'enquête et d'éducation au danger des mines, basées à l'extérieur de Cotabato. Dans certaines zones, les conflits armés et les déplacements de populations continuent. C'est pourquoi une planification et un déploiement flexibles ont été requis. En 2013, la FSD a mené des enquêtes sur les munitions non explosées et dispensé l'éducation au danger des mines dans 163 villages, dans les provinces de Maguindanao, Cotabato, Lanao del Norte et Lanao del Sur. 66 zones à risque ont été répertoriées et 56 victimes de munitions non explosées ont été identifiées. Les équipes de la FSD, en coordination avec l'armée locale et le MILF, ont organisé les opérations d'évacuation de ces munitions. La FSD est aussi en liaison avec le CICR et des ONG locales, afin de mettre en place l'aide aux victimes, là où elle est appropriée. En septembre 2013, plusieurs semaines de combats intenses entre le front de libération national Moro (MNLF, le prédécesseur du MILF) et les forces gouvernementales à Zamboanga ont laissé le centre de la ville en ruines et jonché de munitions non explosées. En réponse aux requêtes du gouvernement local et d'agences humanitaires, la FSD a donné des cours d'éducation au danger des mines et des munitions non explosées pour des volontaires locaux. 18 personnes ont été formées comme dispenseurs d'éducation au danger des mines, et à la suite de plusieurs exercices de terrain dans les centres pour personnes déplacées. Un réseau de volontaires très actifs pour l'éducation au danger des mines a été mis en place et déployé. A la fin 2013, alors que des centaines de munitions non explosées avaient été évacuées de la zone de conflit, aucun mort ou blessé par munitions non explosées n'a été déploré. En 2014 et 2015, la FSD ambitionne d'élargir le programme d'éducation au danger des mines à d'autres régions affectées par les conflits aux Philippines. L'un des principaux objectifs du projet FSD/PCBL est de contribuer à la consolidation du processus de paix à Mindanao. En novembre 2013, le gouvernement philippin et le MILF avaient signé toutes les annexes de l'accord de paix, sauf une. En décembre 2013, un contrat supplémentaire a été signé avec l'UE, prolongeant les activités du programme jusqu'en 2015. Alors que le programme FSD/PCBL continue jusqu'en 2014 et plus loin, les activités de déminage menées dans le cadre du programme permettront de soutenir l'objectif de «normalisation» visé par les partenaires: l'objectif de l'annexe finale qui reste à signer.

In October 2012, under European Union funding, FSD France began mine action activities in Mindanao. The programme started as soon as the government of the Philippines (GRP) and the Moro Islamic Liberation Front (MILF) signed the Framework Peace Agreement; intended to put an end to over 40 years of conflict in Mindanao. FSD works directly with its national partner, the Philippine Campaign to Ban Landmines (PCBL), the GRP and the MILF to reduce the threat from landmines and Unexploded Ordnance (UXO) in conflict-affected areas. The partners working together under the “Guidelines for the Implementation of the Philippine Campaign to Ban Landmines” agreed and signed by the GRP and the MILF as a part of the Peace Process. From 1999 to the end of 2013, at least 718 casualties (215 killed and 503 injured) have been identified as a result of landmines, Explosive Remnants of War (ERW) or Improvised Explosive Devices in the Philippines. The project helps to decrease this threat. FSD has trained and deployed two dual-roled Survey and Mine Risk Education (MRE) teams based outside Cotabato. In some areas armed conflict and the consequent displacement of local communities are still ongoing. Therefore, flexibility in planning and deployment was required. During 2013, FSD teams carried out UXO surveys and risk education in 163 villages in the provinces of Maguindanao, Cotabato, Lanao del Norte, and Lanao del Sur. 66 hazardous areas were recorded and 56 UXO victims identified. FSD teams coordinate with local Army and MILF units to arrange UXO clearance. FSD also liaises with the ICRC and local NGOs to arrange UXO victims’ assistance where appropriate. In September 2013 several weeks of intense fighting between the Moro National Liberation Front (MNLF – the predecessor of the MILF) and government forces in Zamboanga left the city center in ruins and littered with UXO. In response to requests from the local government and aid agencies, FSD ran a mine and UXO risk education course for local volunteers. 18 people were trained as MRE providers and, following several field exercises in IDP centres, a very active and successful MRE volunteer network was established and deployed. By the end of 2013, although hundreds of UXO had been cleared from the conflict area, no UXO deaths or injuries were reported. In 2014 and in 2015, FSD aims to replicate the Zamboanga MRE project in other conflict-affected areas of the Philippines. One of the main objectives of the FSD/PCBL project is to contribute to the consolidation of the Mindanao Peace Process. By November 2013, GRP and MILF negotiators had agreed and signed all but one of the annexes to the Framework Peace Agreement. In December 2013, a further contract was signed with the EU, extending and expanding programme activities into 2015. As the FSD/PCBL programme continues into 2014 and beyond, mine action activities carried out under the programme will help support the Peace Process Partners’ goal of “normalization”: the aim of the final annex to be signed.

Personnel expatrié International Staff:.....	3
Personnel national National Staff:	42
Dépenses Expenditures:.....	CHF 290'861
PRINCIPAL DONATEUR: Union Européenne (à travers FSD France)	
MAIN DONOR: European Union (through FSD France)	

SRI LANKA | SRI LANKA

En 2013, la FSD a effectué neuf mois d'opérations dans un certain nombre de régions, au nord du Sri Lanka, financées par le Bureau américain pour la réduction de l'armement PW/WRA et ECHO, le Bureau humanitaire de la Communauté Européenne. L'avenir du déminage au Sri Lanka sera finalement transféré au Ministère de la Défense. Il est probable que la plupart des organisations de déminage humanitaire quittent le Sri Lanka à la fin 2014.

Les opérations ont couvert les districts de Vavuniya, Mannar et Mullaitivu avec des enquêtes non techniques, des équipes de déminage mécanisé, des équipes de déminage manuel, des équipes GIS, des équipes de liaison communautaire et des équipes de déminage des puits.

Les équipes de déminage mécanisé de la FSD ont effectué des opérations dans les divisions de Palamoddai et Periyathampanai, Vavuniya et des enquêtes techniques mécanisées à Mullaitivu, l'un des districts les plus affectés par le conflit. Une enquête technique mécanisée a été requise par le bureau régional de déminage (RMAC), afin de préparer les zones d'habitation pour que les personnes déplacées internes puisse se réinstaller et a permis d'accéder aux maisons et aux routes pour des activités ultérieures de déminage en ancienne zone de combat (autour des puits, des bâtiments, des temples et des rizières). Les équipes mécanisées ont aussi permis à Sri Lanka Electricity Board d'installer de nouvelles lignes électriques le long de Madu Road, desservant une piste de huit km des deux côtés de la route reliant Madu Junction à Madu Church.

Dans le district de Mannar, les équipes d'enquête non technique ont mené des opérations et identifié une zone à risque confirmée de 108'964 m2 à Madu DS Division. Des enquêtes non techniques ont aussi été effectuées à Isemalaiththalvu, une zone de 445'156 m2. Le gouvernement voulait s'assurer que ces terres étaient libres de restes explosifs de guerre, afin de construire un collège technique.

Des opérations de déminage se sont aussi déroulées à Kokkuthuduwai, soutenues par le Mahaweli Development Programme, le plus vaste programme multi-tâches intégré de développement rural jamais entrepris au Sri Lanka. Ce programme était fondé sur les ressources en eau de Mahaweli et des six bassins de rivières attenants. Les principaux objectifs étaient d'augmenter la production agricole, la production hydroélectrique, les possibilités d'emploi, l'installation des pauvres sans terres et le contrôle des crues.

Des équipes de déminage de puits ont été envoyées à Mullaitivu pour soutenir le retour des personnes déplacées internes à PTK West GN Division. Toutefois, ces activités ont été suspendues en avril 2013, en raison du mauvais temps et de l'instabilité des puits et des infrastructures restants.

Au moment du rapport, la DDC a soutenu deux équipes de liaison communautaire qualifiées dans le cadre du projet. Le but de cette initiative était de former les personnes déplacées, de retour chez elles pour découvrir que des mines et des munitions non explosées doivent encore être évacuées dans les alentours. Ces équipes ont opéré à Mannar, Vavuniya et Mullaitivu et ont travaillé en étroite collaboration avec les communautés de retour et les infrastructures civiles locales, afin d'assurer la sécurité de la population la plus à risque, en utilisant divers médias pour renforcer le message. Les équipes GIS ont collaboré étroitement avec l'équipe d'enquête non technique et ont réalisé la cartographie nécessaire pour des opérations concrètes et efficaces.

2013 witnessed nine months of operations across a number of regions in the northern part of Sri Lanka which were supported by US Office of Weapon Removal and Abatement (PM/WRA), Swiss Department for Development and Cooperation (SDC) and European Community Humanitarian Office (ECHO) grants. The future of mine action operations in Sri Lanka will eventually move to coordination under the Ministry of Defence and it is likely that the end of 2014 will witness the majority of all humanitarian mine action organizations leaving Sri Lanka. Operations covered Vavuniya, Mannar and Mullaitivu districts with Non Technical Survey (NTS), Mechanical Demining Teams, Manual Clearance Teams, GIS Teams, Community Liaison Teams and Well Clearance teams. FSD mechanical teams completed operations in Palamoddai and Periyathampanai GN divisions, Vavuniya and mechanical technical survey in Mullaitivu, one of the districts worst affected by the conflict. One mechanical technical survey was requested by the regional mine action office (RMAC) in order to prepare residential areas for the Internally Displaced Persons' (IDPs) resettlement and enabled access to roads and houses for subsequent battle area clearance activities (around wells, buildings, temples, and paddy lands). Mechanical teams also enabled the Sri Lanka Electricity Board to install new power lines along the Madu road, surveying an 8 km track on both sides of the road from Madu Junction to Madu Church.

In Mannar District NTS teams conducted operations and identified a confirmed hazardous area of 108'964 m2 in Madu DS Division and also completed NTS in Isemalaiththalvu, an area of 445'156 m2. The government wanted to ensure that this land was safe from explosive remnants of war in order to build a technical college. Clearance operations also took place in Kokkuthuduwai, supported by the Mahaweli Development Programme, the largest integrated rural development multi-purpose programme ever undertaken in Sri Lanka. This programme was based on water resources of Mahaweli and the six allied river basins. Main objectives were to increase agricultural production, hydropower generation, employment opportunities, settlement of landless poor, and flood control.

Well clearance teams were deployed in Mullaitivu District to support the IDPs' return to PTK West GN division. However, these activities were suspended in April 2013 due to poor weather and the instability of the remaining well constructions and infrastructures.

During the reporting period SDC supported two qualified Community Liaison (CL) teams in the scope of this project. The aim of this initiative was to educate IDPs who return to their home areas and discover that landmines and Unexploded Ordnance (UXO) still require clearance in the surrounding areas. These teams operated in Mannar, Vavuniya and Mullaitivu Districts and worked closely with the returning communities and local civil infrastructure to ensure the safety of those most at risk, using a variety of media to ensure an enduring message. The GIS teams worked closely with the NTS team and produced mapping required to ensure effective and efficient operations, the GIS team produced 67 completion maps and 169 technical survey maps, evacuation route maps and other related maps for the programme.

During the grant period, 7'454 IDPs (2'379 families) have physically returned and resettled on land released as safe by FSD. There was release of 550'812 m2 of land (28'719 m2 by physical technical survey, 55'875 m2 by mechanical technical survey/area verification and 366'218 m2 by area reduction) for productive use after technical survey.

Le GIS a réalisé 67 cartes complémentaires et 169 cartes d'enquête technique, cartes routières d'évacuation et d'autres cartes en lien avec le programme.

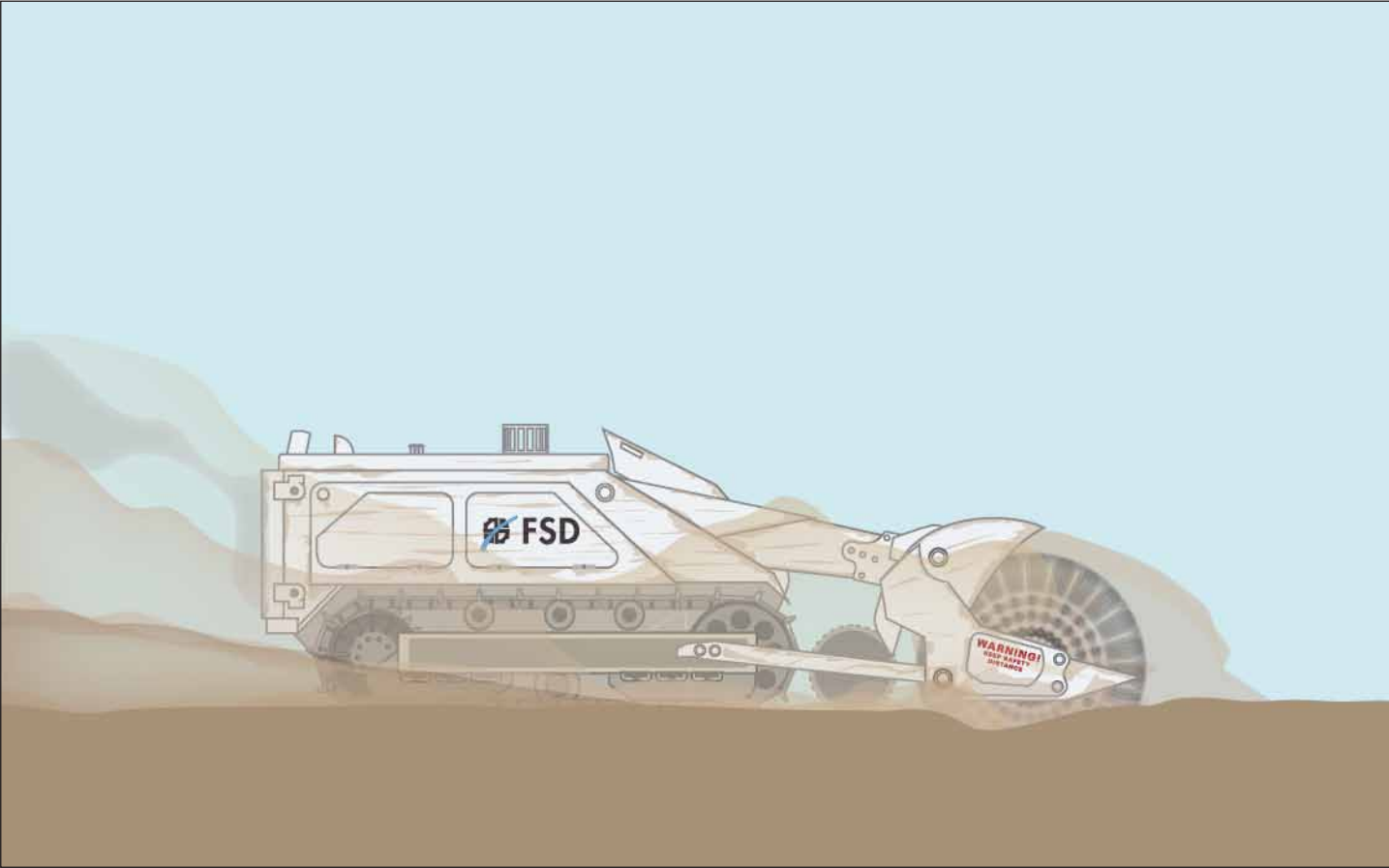
Durant la période impartie, 7'454 personnes déplacées internes sont revenues et se sont réinstallées sur leurs terres, redevenues sûres grâce au travail de la FSD. 550'812 m2 de terrain (28'179 m2 par enquête technique, 55'875 m2 par enquête technique/vérification de zone mécanisée et 366'719 m2 par réduction de zone) ont été libérés pour un usage productif après l'enquête technique. Les équipes d'enquête technique ont localisé 3'528 mines anti-personnel et quatre éléments de munitions non explosées, tous détruits par les spécialistes FSD de destruction d'explosifs, en coopération avec l'armée sri lankaise.

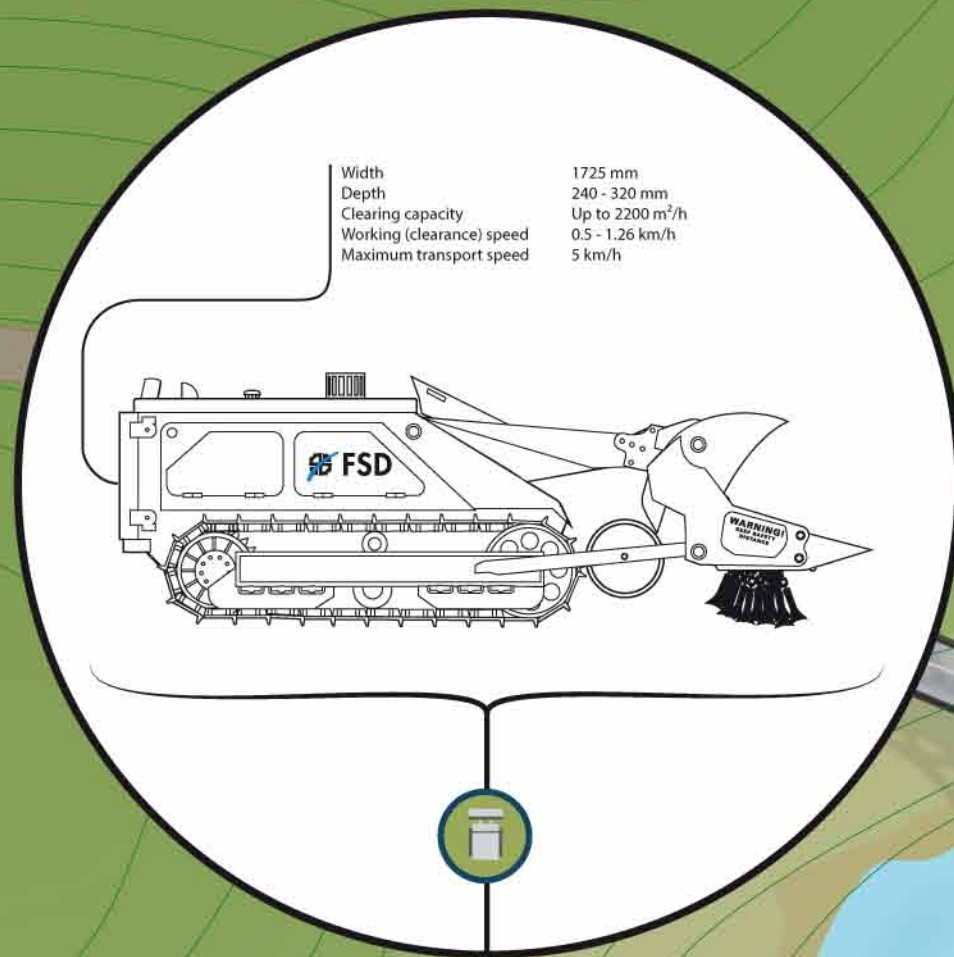
En raison d'une diminution de l'intérêt des donateurs, la FSD au Sri Lanka a décidé de clore son programme en septembre. Après la clôture du programme, la FSD a eu la tâche considérable de consolider et de donner l'équivalent d'onze années de matériel et d'équipement à d'autres organisations humanitaires au Sri Lanka. La priorité a été donnée aux ONG nationales; la plus grande partie de l'équipement a été confié à Delvon Assistance to Social Harmony (DASH), ONG de déminage et le reste a été distribué à des ONG de déminage internationales, telles que MAG, DDG et HALO Trust. Le mobilier de bureau a aussi été distribué aux clubs Sri Lankan Lions et Rotary, pour aider les projets et activités communautaires.

Technical Survey teams located 3'528 Anti Personnel mines and four items of UXO which were all destroyed by FSD Explosive Ordnance Disposal teams in cooperation with the Sri Lankan Army.

Due to a reduction in donor interest, FSD Sri Lanka took the decision to close its Sri Lanka programme during September. Following the closure, FSD had the considerable task of consolidating and donating eleven years' worth of equipment and material to other humanitarian organizations within Sri Lanka. Priority was given to national NGOs with a large majority of equipment being donated to the Delvon Assistance to Social Harmony (DASH) demining NGO and the remainder distributed to international demining NGOs such as MAG, DDG and HALO Trust. A number of consumable and office furniture assets were also distributed to the Sri Lankan Lions and Rotary Clubs to help assist with community based projects and activities.

Personnel expatrié International Staff:	2
Personnel national National Staff:	344
Mines détruites Destroyed mines:	14'101
ERW détruits Destroyed ERW:	11'242
Surface réhabilitée Released land:	728'019 m²
Dépenses Expenditures:	CHF 1'249'317
PRINCIPAUX DONATEURS: Département d'Etat des USA, DG ECHO, Suisse (DDC)	
MAIN DONORS: US State Department, DG ECHO, Switzerland (SDC)	





MALI | MALI

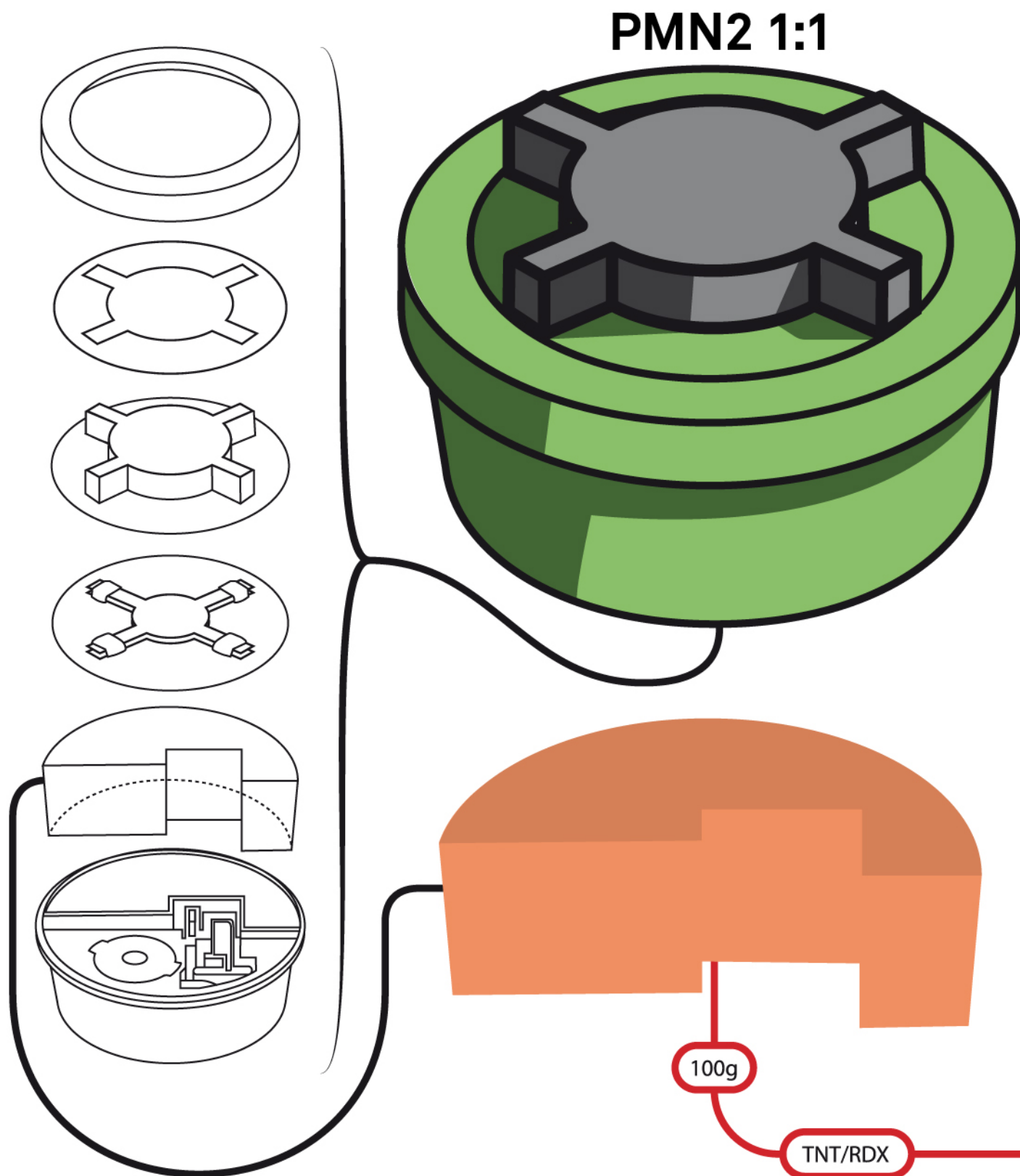
Le Mali a été en proie à une instabilité grandissante en 2012, à la suite d'une rébellion touareg ayant commencé en novembre 2011 dans les trois Etats du nord, Timbuktu, Gao et Kidal. Les groupes touaregs ont formé une alliance avec les insurgés jihadistes, ces derniers prenant progressivement le dessus dans les douze mois de leur domination, dans le nord du pays, après une déclaration d'indépendance unilatérale de l'Azawad. Le grand nombre d'armes et de munitions, pillées dans des stocks d'armement libyens, a joué un rôle déterminant dans la rapide progression des insurgés. Une crise politique s'est ensuivie dans le sud du pays, avec le renversement du gouvernement par le capitaine Amadou Sanogo. Ceci a aussi mis en évidence l'état lamentable de l'armée malienne, qui n'a pu opposer que peu de résistance au coup d'Etat. A la suite de l'intervention internationale, après janvier 2013, essentiellement assisté par l'armée française, un gouvernement d'intérim a été mis en place et des élections générales ont eu lieu en juillet 2013. La situation politique demeure fragile, en particulier la question de la réconciliation avec les Touaregs dans le nord. La crise a révélé des faiblesses structurelles significatives dans le pays et les combats continuels dans le nord, avec la menace permanente d'une prolongation asymétrique de la guerre/contre-insurrection. L'intervention internationale résultante, en soutien au gouvernement du Mali et à l'armée nationale a exigé un élément de formation important, avec des acteurs issus des domaines de l'éducation, de l'aide humanitaire, de la réforme de système de sécurité et de la construction de capacités, de l'infrastructure et de la gouvernance. La FSD a mené une mission de reconnaissance à Bamako, au Mali, début 2013, afin de chercher de possibles demandes d'intervention en soutien à la formation humanitaire internationale, au secteur de la sécurité et au processus de réforme politique. Une première analyse a indiqué que les efforts et les compétences de la FSD seraient les plus utiles dans le cadre des projets d'éducation au danger des mines et de gestion de la sécurité en matière de munitions, aussi connus sous les appellations de sécurité physique et de gestion des stocks d'armement. Un financement conjoint de la DDC (Bureau suisse pour le développement et la coopération) et d'un donateur suisse privé a permis de démarrer les deux projets. En mai 2013, la FSD a fait intervenir un gestionnaire de programme pour commencer une évaluation des compétences de l'armée malienne en matière de sécurité physique et de gestion de stocks d'armement. Il s'est concentré sur les infrastructures de stockage de munitions et les niveaux inhérents de connaissance en gestion de munitions au sein de l'armée malienne. De plus, un spécialiste en éducation au danger des mines a travaillé en étroite collaboration avec UNICEF et d'autres acteurs internationaux, pour mener plusieurs sessions de formation de formateur en éducation au danger des mines à Gao, Kidal, Timbuktu et Bamako en juillet et août 2013. A la suite d'une coordination précise avec UNMAS à Bamako et après avoir fait un début de progrès avec l'armée malienne pour mener des formations à la gestion des stocks d'armement et des évaluations sur les infrastructures de stockage de munitions, la FSD s'est assuré un financement ultérieur à travers UNMAS (agence de déminage des Nations Unies), pour donner un cours de base de quatre mois sur la manipulation et la gestion des munitions. Ce cours est constitué de plusieurs modules à l'intention des personnes manipulant les armes

Mali suffered a growing instability in 2012 following a Touareg rebellion that started in November 2011 in the three northern states of Timbuktu, Gao and Kidal. Touareg groups formed an alliance with jihadist insurgents with the latter gradually taking over in the almost twelve months that they ruled in the north of the country following a unilateral declaration of independence of the Azawad. A large supply of arms and ammunition, looted from Libyan stockpiles, played a significant factor in the insurgents' rapid progression. A political crisis followed in the south of the country with the overthrow of the government by Captain Amadou Sanogo; this also highlighted the poor state the Malian Army was in, with little or no resistance to the coup. After international intervention post January 2013, predominantly by the French Army, an interim government was established and general elections took place in July 2013, although the political situation remains fragile, especially with respect to reconciliation with the Touareg in the North. The crisis has revealed significant structural weaknesses in the country and continued fighting in the North, with the ever-present threat of a prolonged asymmetric warfare/counter-insurgency. The resultant international intervention in support to the government of Mali and the National Army has required a significant training component from actors across the fields of education, humanitarian assistance, security sector reform and capacity building, infrastructure and governance. FSD conducted a reconnaissance mission in Bamako, Mali in early 2013 in order to look at possible needs for intervention to support the international humanitarian training, security sector and political reform process. Initial analysis indicated that FSD efforts and skills would best be suited to mine risk education (MRE) and Ammunition Safety Management (ASM) projects, otherwise known as Physical Security and Stockpile Management (PSSM). A combination of funding from the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) and a private Swiss donor allowed both projects to commence. In May 2013 FSD deployed a Programme Manager to begin an assessment of the Mali Army's capability in PSSM, concentrating on ammunition storage facilities and inherent levels of ammunition management knowledge within the Mali Army. In addition to this a Mine Risk Education specialist worked closely with UNICEF and other international actors to deliver a number of train the trainer MRE sessions in Gao, Kidal and Timbuktu and Bamako in July and August 2013. Following close coordination with UNMAS Mali in Bamako and after initial progress made with the Mali Army to conduct PSSM training and ammunition storage facility assessments, FSD secured further funding through UNMAS to deliver a four month basic ammunition handling and management course consisting of a number of modules directed at both ammunition handlers and also ammunition depot managers. In total FSD trained 32 individual MRE trainers in four of the major towns of Mali and also conducted six major ammunition storage facility assessments. FSD also trained 42 basic ammunition technicians and 20 ammunition storage facility managers who will now be deployed across Mali's storage facilities to help manage ammunition stockpiles correctly. Training for PSSM took place in Kati, Bamako with integrated support from UNMAS personnel and the Mali Army; training sessions consisted of both classroom based theory and practical sessions with real ammunition scenarios in storage facilities.

et des gestionnaires de dépôt de munitions. En tout, la FSD a formé 32 formateurs au danger des mines dans quatre des principales villes du Mali et a aussi dirigé six évaluations majeures sur les infrastructures de stockage de munitions. La FSD a aussi formé 42 techniciens de base en munitions et 20 gestionnaires d'infrastructure de entreposage de munitions, qui seront à présent envoyés dans les différentes infrastructures de stockage du Mali, afin d'aider à gérer ces dépôts correctement. Les formations pour la sécurité physique et la gestion de stocks d'armement se sont déroulées à Kati, à Bamako, avec le soutien intégré du personnel de UNMAS et de l'armée malienne. Les sessions de formation consistaient en des cours théoriques en classe et des sessions pratiques, avec des scénarios réels sur les munitions dans les dépôts. En raison des sensibilités politiques à l'égard des évaluations en matière de dépôts de munitions, les évaluations futures seront menées en collaboration plus étroite avec le personnel de l'armée malienne. Cependant, le premier pas dans cette direction consiste à donner le cours d'évaluateur en munitions pour l'armée malienne, pour former le personnel de l'armée malienne dans les disciplines utiles, requises pour mener les évaluations lui-même. La FSD espère que ce cours puisse être donné début 2014 et qu'il combine des leçons théoriques et la supervision physique des apprenants sur de vraies évaluations de dépôts de munitions. En plus des deux projets de sécurité physique/gestion des stocks d'armement et d'éducation au danger des mines, la FSD a aussi fait un commencement de reconnaissance du problème du mercure dans l'extraction artisanale de l'or. La FSD est en discussion avec diverses agences pour mener une intervention, avec pour mission la formation et l'éducation, dans cette problématique, en 2014.

Due to political sensitivities associated with ammunition storage facility assessments, future assessment will be carried out more closely with current Mali Army personnel. However the first step on this path is the delivery of a Mali Army Ammunition Assessors Course to train Mali Army personnel in the relevant disciplines required to carry out assessment by themselves. It is hoped that the delivery of this course will commence in early 2014 and combine both theory lessons and physical mentoring of students on actual storage facility assessments. In addition to the main two projects of PSSM and MRE, FSD has also conducted some initial reconnaissance into the problems of mercury use in artisanal gold mining and is in discussions with various agencies to conduct a training and education mission intervention in this subject in 2014.

Personnel expatrié International Staff:	3
Personnel national National Staff:	4
Dépenses Expenditures:	CHF 474'572
PRINCIPAUX DONATEURS: Suisse (DDC), UNOPS	
MAIN DONORS: Switzerland (SDC), UNOPS	



COLOMBIE | COLOMBIA

La République de Colombie est affectée par des mines terrestres et des restes explosifs de guerre (REG) à la suite de 46 ans de conflit armé interne. Si l'ampleur de la contamination par les mines et les munitions non explosées (MNE) n'est pas connue, des incidents impliquant des mines terrestres ou des engins explosifs improvisés ont été signalés dans 31 des 32 départements. Au cours de la dernière décennie, pas moins de 8'000 civils colombiens ont été tués ou mutilés par des mines, sans compter les insurgés tués ou blessés par des explosions dans la jungle et autres zones de combat reculées. Les mines sont aussi utilisées par les cartels de la drogue pour protéger les champs de coca et les laboratoires, créant des obstacles mortels aux efforts du gouvernement pour éradiquer les plantations illégales et les installations de transformation. Derrière l'Afghanistan et le Cambodge, la Colombie vient aujourd'hui au troisième rang des pays du monde comptant par année le plus grand nombre d'habitants tués ou blessés par des mines. Dans tout le pays, le danger considérable provoqué par les mines aggrave les effets du conflit et a un effet dévastateur sur le repeuplement des établissements humains et sur la reprise économique. Ainsi, c'est en soutenant les opérations de déminage en Colombie que la communauté internationale peut contribuer de manière significative à l'amélioration de la sécurité et au redressement socioéconomique.

Sans attendre la fin des hostilités, la Colombie entend commencer à éliminer les mines et autres restes explosifs de guerre, afin de faciliter le processus général de rétablissement. À cet effet, une législation a été préparée qui, pour la première fois, permet à des organisations civiles nationales et internationales de mettre leur savoir-faire au service du déminage de vastes régions du pays.

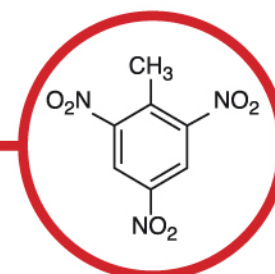
Le déminage en Colombie est soumis à un appareil juridique très régulé, basé sur des lois passées par le Congrès, des avis émis par le procureur général et des décisions prises par la cour constitutionnelle. Le cadre légal a été établi dans le contexte sécuritaire de la Colombie et avec l'influence de diverses institutions et acteurs.

Jusqu'à présent, la FSD n'a pas été en mesure de mettre en place une opération de déminage en Colombie. Comme d'autres opérateurs, la FSD a dû se concentrer sur la finalisation des aspects formels nécessaires pour l'accréditation, laquelle a été obtenue au printemps 2013. La FSD attend désormais les tâches assignées par l'autorité nationale (PAICMA) ayant un impact humanitaire suffisant pour attirer les fonds requis de la part des donateurs internationaux.

The Republic of Colombia is affected by landmines and explosive remnants of war as a result of 46 years of internal armed conflict. The full extent of mine and unexploded ordnance contamination is not known, but incidents involving land mines or improvised explosive devices have been reported in 31 of the 32 departments. In the last decade, no less than 8'000 Colombians have been killed or mutilated by mines, without counting insurgents killed and wounded by explosions in the jungle and other remote battle areas. Mines are also used by the narcotics cartels to protect coca fields and laboratories, creating deadly barriers in opposition to government efforts to eradicate illegal plantations and processing plants. Colombia therefore ranks third today, after Afghanistan and Cambodia, on the list of countries with the highest number of annual mine casualties worldwide. This considerable threat from landmines all over the country currently deepens the legacy of the conflict even further and has a devastating effect on the capacity to regenerate human settlement and economic activity. Therefore, mine action is one area where the international community can contribute significantly to Colombia's new human security and socio-economic recovery.

Colombia wants, without waiting until the end of armed hostilities, to start removing mines and other explosive remnants of war in order to assist the general process of recovery. With this purpose, legislation has been prepared which, for the first time, allows national and international civilian organizations to contribute their expertise to the challenge of clearing vast areas of the country. Mine action in Colombia is a heavily regulated framework based on laws passed by Congress, opinions issued by the Attorney General and decisions of the Constitutional Court. The legal framework was established within the security context of Colombia and with input from various institutions and stakeholders.

FSD so far has been unable to implement mine action in Colombia, but like other operators, had to concentrate on finalizing formal aspects for the accreditation which FSD finally achieved in spring 2013. FSD is currently waiting for tasks assigned by the national mine action programme (PAICMA) which have sufficient humanitarian impact to attract the required funding from international donors.



ARMENIE | ARMENIA

En janvier 2013, la FSD a poursuivi son projet d'enquête non technique, débuté en septembre 2012. Les résultats de l'enquête ont été présentés aux autorités arméniennes en juin. La FSD avait identifié 131 zones à risque, menaçant 42 communautés et couvrant approximativement 47 millions m2, dans quatre des dix provinces (ou marzes). L'approche ciblée de l'enquête non technique menée par la FSD a contrasté avec l'enquête sur l'impact des mines anti-personnel, aboutissant en 2005 à une réduction de 60% de la zone suspectée d'être contaminée par des mines et des munitions non explosées. Les résultats de l'enquête non technique ont été acceptés par le centre arménien de déminage humanitaire et d'expertise (Centre for Humanitarian Demining and Expertise – CHDE) et présentés au Ministère de la Défense afin d'obtenir le feu vert. En septembre, le Premier ministre arménien a donné comme directive que l'enquête non technique formerait à l'avenir la base de toute planification ou activité de déminage. À noter que l'enquête sur l'impact des mines de 2005 n'était pas parvenue à un tel degré d'acceptation officielle.

Les opérations ont cessé entre début juin et début août, alors que la FSD démarrait un nouveau projet en soutien à CHDE. Après avoir reconnu qu'une enquête non technique seule ne suffirait pas à établir des fondations suffisantes pour planifier et superviser des opérations de déminage concrètes, le bureau américain pour le désarmement et la réduction de l'armement (American Office of Weapon Removal and Abatement - PM/WRA) a fourni des fonds à la FSD pour une durée de cinq mois, afin de faciliter le démarrage du système de gestion de l'information pour le déminage IMSMA et d'assister CHDE dans l'élaboration de standards nationaux en matière de déminage.

- Le projet a été divisé en quatre phases courtes:
- Période de consultation, de recueil d'information et de planification
 - Période de formation IMSMA de quatre semaines
 - Elaboration et présentation des standards nationaux de déminage
 - Formation de familiarisation des membres clé de CHDE avec les détails des nouveaux standards

La première phase visait à réaliser une évaluation des besoins et à développer un plan pour le restant du projet. Des consultations ont été obtenues de CHDE, du Ministère de la Défense, de l'unité militaire arménienne de déminage, des organisations de déminage civiles, du centre national de recherche juridique (une ONG arménienne financée par OSCE pour participer à l'élaboration de la nouvelle réglementation en matière de déminage, dont les standards nationaux font partie) et de la Croix Rouge.

La deuxième phase s'est concentrée sur le développement des capacités de gestion d'information de CHDE et comprenait l'achat de hardware et de software nécessaires pour faire fonctionner les versions actuelle et future de IMSMA, l'installation du programme IMSMA, la formation de six membres du personnel de CHDE au standard d'utilisateur de niveau 3 et plusieurs activités post-formation, comprenant l'établissement de la structure du pays, la création de formulaires clé IMSMA et l'archivage, dans la base de données, des informations compilées durant l'enquête non technique de la FSD. La phase 2 a débuté le 19 septembre et s'est terminée, avec succès, le 15 octobre.

L'élaboration des standards nationaux de déminage s'est déroulée conjointement à la formation IMSMA et une première version en

Personnel expatrié International Staff:	1
Personnel national National Staff:	1
Dépenses Expenditures:	CHF 319'449
PRINCIPAL DONATEUR: Département d'Etat des USA	
MAIN DONOR: US State Department	

January 2013 witnessed the continuation of the Non-Technical Survey project (NTS) that had started in September 2012. The findings of the NTS were presented to the Armenian authorities in June. FSD had identified 131 hazardous areas that impacted 42 communities and covered approximately 47 million m2 in four of Armenia's ten provinces (or marzes). The focused approach of the FSD NTS contrasted with the Landmine Impact Survey which was completed in 2005 by reducing the area believed to be contaminated by mines and UXO by approximately 60%. The results of the NTS were accepted by the Armenian Center for Humanitarian Demining and Expertise (CHDE) and presented to the Ministry of Defense for approval. In September the Armenian Prime Minister issued a directive that the NTS would form the basis of any future mine action planning and activities. It is of interest to note that the 2005 landmine impact survey did not achieve the same level of official acceptance.

Operations ceased in Armenia from early June until early August, when the FSD commenced a new project to support the CHDE. Recognizing that a NTS alone did not provide the CHDE with enough of a foundation for planning and monitoring actual clearance operations, the American Office of Weapon Removal and Abatement (PM/WRA) provided funds to the FSD for five months to facilitate the introduction of the Information Management System for Mine Action (IMSMA) and to assist the CHDE to draft a set of National Mine Action Standards. The project was divided into four short phases:

- **A consultation, information gathering and planning period**
- **A four week IMSMA focused training period**
- **Drafting and submission of the National Mine Action Standards**
- **Familiarization training of key members of CHDE staff in the detail of the new Standards**

The first phase concentrated on completing a needs assessment and developing a plan for the remainder of the project. Consultations were sought from the CHDE, the Ministry of Defense, the Armenian military demining unit, civilian demining organizations, the National Center for Legal Research (an Armenian NGO funded by the OSCE to assist in drafting the new Mine Action Regulation that the national Standards would form a part) and the International Committee of the Red Cross.

The second phase concentrated on the development of the information management capacity of the CHDE and included the purchase of hardware and software required to support the introduction of the current and subsequent versions of IMSMA; the actual installation of the IMSMA programme; training of six CHDE staff members to the Level 3 User standard and a number of post training activities including establishing the country structure, designing key IMSMA forms and populating the database with the information compiled during the FSD Non-Technical Survey. Phase 2 commenced on September 19 and successfully concluded on October 15.

anglais a été présentée à CHDE pour commentaire le 27 septembre. Les standards nationaux comprennent 21 chapitres, dont la base sont les standards internationaux de déminage.

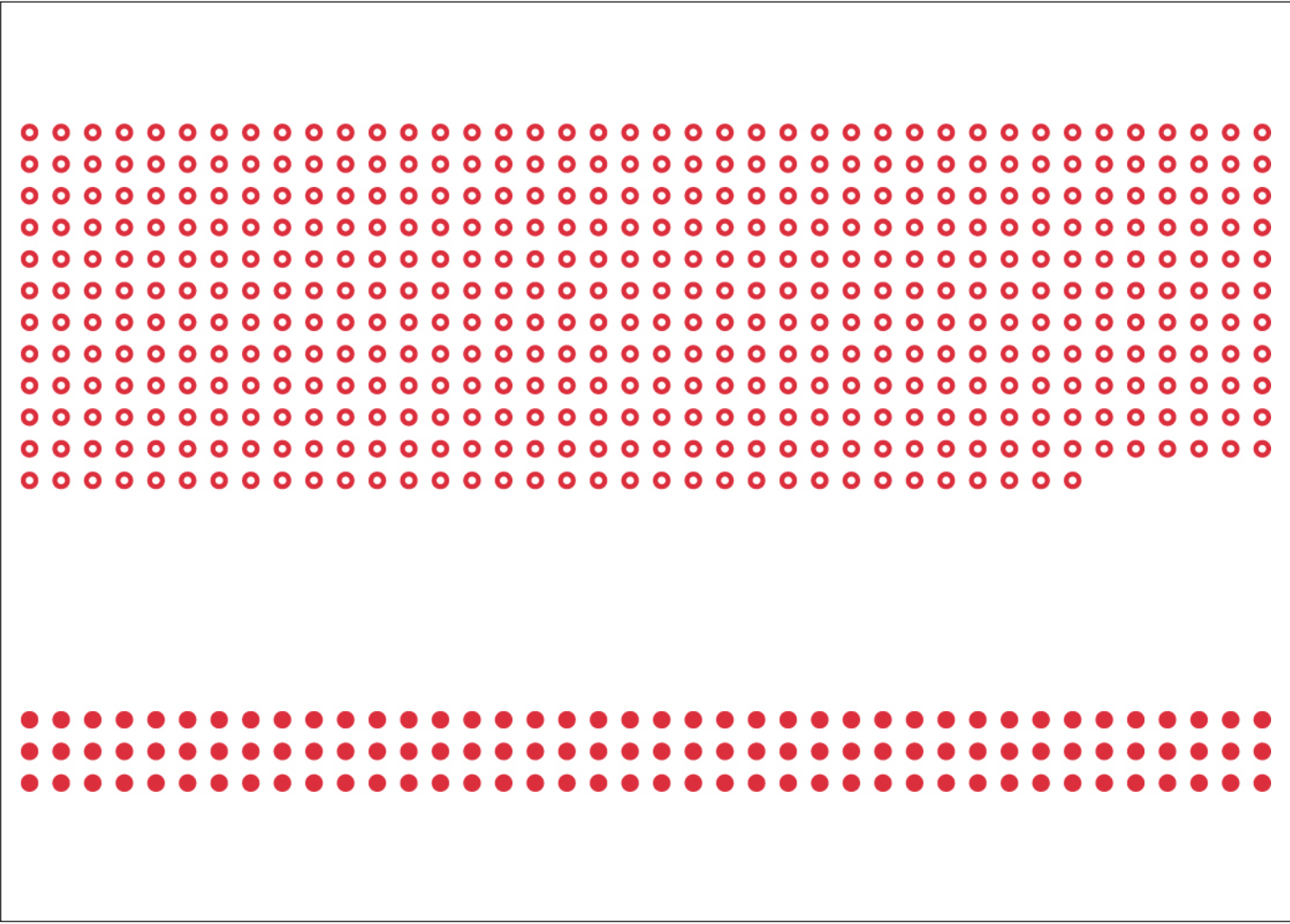
La phase finale du projet a impliqué la familiarisation du personnel de gestion des opérations et de contrôle qualité de CHDE avec les détails des nouveaux standards. Six sessions de formation ont été menées sur une période de trois semaines, en décembre, pour achever le projet.

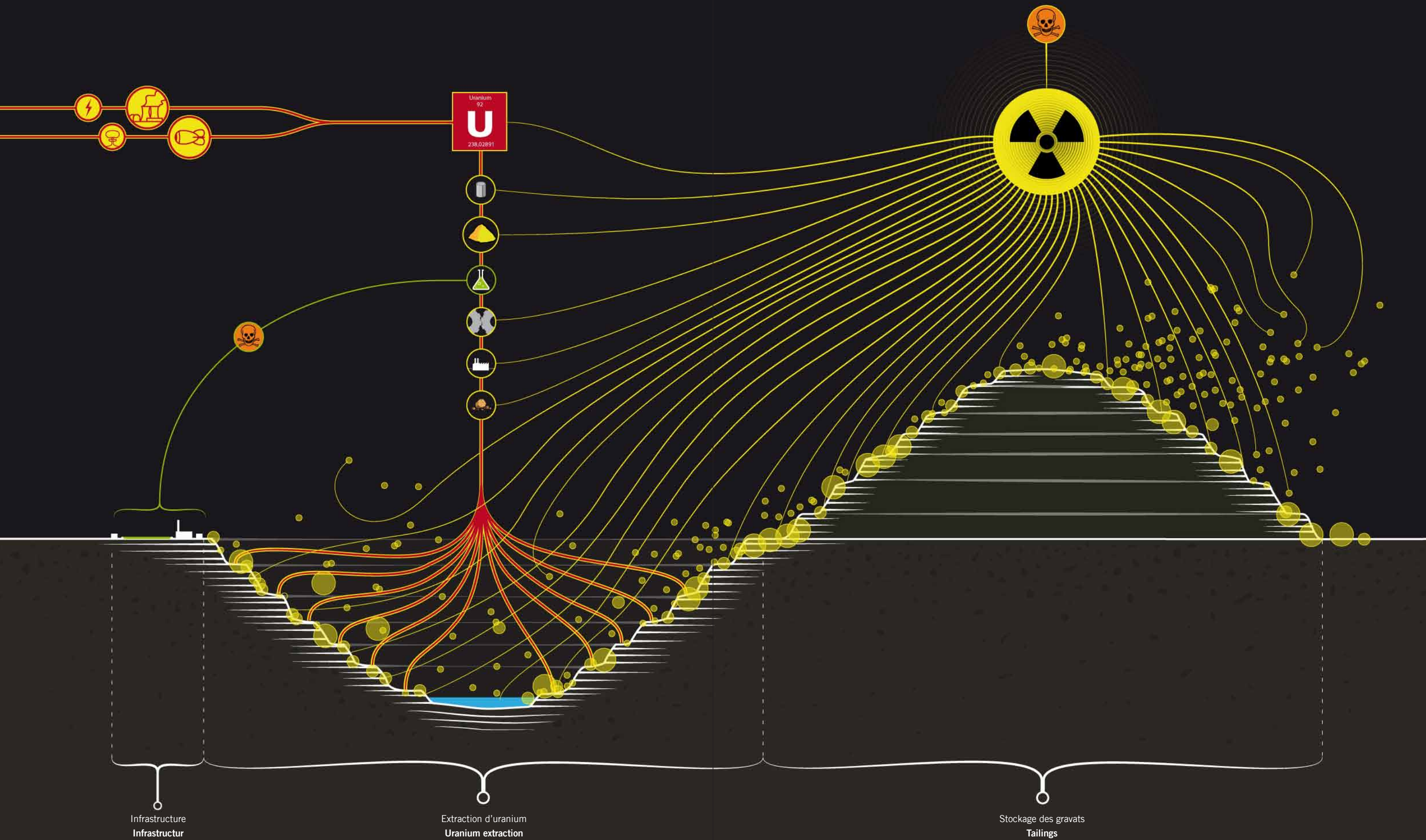
Malgré l'enthousiasme et le dévouement du personnel majoritairement civil de CHDE, il est rapidement apparu que les capacités techniques n'étaient pas suffisantes pour planifier et superviser de manière adéquate des opérations de déminage, en concordance avec les nouveaux standards. La FSD a obtenu l'accord de gouvernement américain pour que la suite logique du projet en 2014 soit d'incorporer un conseiller technique international au département des opérations de CHDE pour une durée de 12 mois, afin de développer les capacités de CHDE à planifier et superviser des opérations de déminage. Le nouveau projet sera lancé début 2014.

The drafting of National Mine Action Standards occurred concurrently with IMSMA training and an initial English language draft was presented to the CHDE for comment on September 27. The National Standard consists of 21 separate chapters based on the International Mine Action Standards.

The final phase of the project involved the familiarization of the CHDE operations and quality management staff with the details of the new standard. Six training sessions were conducted over a three week period in December to complete the project.

Despite the enthusiasm and dedication of the largely civilian staff of the CHDE, it rapidly became evident that there was a lack of technical capacity to adequately plan and monitor clearance operations in accordance with the newly drafted standards. FSD has successfully suggested to PM/WRA that the logical follow-on project for 2014 would be to embed an international technical adviser in the CHDE Operations Department for 12 months in order to develop the capacity of the CHDE to plan and monitor mine action activities. The new project will be launched in early 2014.





LIBYE | LIBYA

Après une année d’opérations pleines de défis en 2012, les équipes de déminage en zone de combat de la FSD se sont déplacées de Sirte en direction de la capitale, Tripoli. Elles ont opéré en coordination avec le centre libyen de déminage (LibMAC), grâce aux fonds restants du département canadien des affaires étrangères et du développement (DFATD). Les équipes ont accompli avec succès un certain nombre de tâches individuelles, à travers les provinces centrales et occidentales de Libye, depuis Tripoli, Warmis et Al Juffrah. À Al Juffrah, la FSD a été sollicitée pour évacuer et détruire des bombes larguées par avion et non explosées, des restes des raids aériens de l’OTAN fin 2011. Il s’agissait aussi de répertorier et marquer les éléments de munitions non explosées enterrées profondément, pour une évacuation ultérieure. Un grand nombre de munitions non explosées a été dégagé à Warmis, à la suite de nouveaux combats entre milices. Malheureusement, en raison de la situation sécuritaire se dégradant et l’incertitude liée au gouvernement de transition dans le pays, la FSD n’a pas été en mesure de récolter les fonds nécessaires après février 2013 et les opérations ont été suspendues. Durant l’été 2013, la FSD a cherché à redémarrer les opérations en Libye, alors qu’un regain d’intérêt s’est manifesté de la part du département candien des affaires étrangères et du développement (DFATD) et du bureau pour la réduction de l’armement américain (PM/WRA). Les fonds du DFATD ont permis de poursuivre les efforts pour mener des opérations de destruction des stocks d’armement et des munitions à Hun et de poursuivre les enquêtes sur les munitions et les opérations d’évaluation avec PM/WRA. Les premières reconnaissances par la FSD en septembre et octobre 2013 ont montré des opportunités prometteuses pour la FSD pour avoir accès aux stocks de munitions à Hun et à Al Juffrah et pour tester un projet de formation et de supervision avec le personnel militaire local, en effectuant des opérations de gestion et de destruction. La juridiction pour toutes les opérations de gestion de munitions, de sécurité physique et de gestion des stocks d’armement a été transférée de LibMAC au Ministère de la Défense en novembre 2013. La gestion des stocks de munitions en particulière demeure une question extrêmement sensible en Libye. De grands et longs efforts pour planifier une stratégie nationale dans ce sens en coordination avec le PNUD, LibMAC, le Ministère de la Défense et des organisations de déminage montrent peu de signes de progrès. La FSD prévoit de renforcer ce progrès par une approche duelle. Les premières opérations se concentreront sur l’établissement d’un bureau de liaison régional du Ministère de la Défense pour les opérations de gestion des stocks d’armement, dans l’intention de donner des cours de formation pour la gestion des stocks et la gestion des munitions. S’y ajouteront des opérations de destruction des munitions en enquête et de destruction des stocks d’armement. Au niveau national, la FSD a maintenu la liaison avec le Ministère de la Défense à Tripoli, avec les fonds de PM/WRA, pour effectuer des enquêtes et des évaluations sur les stocks de munitions, dans la province d’Al Juffrah. La FSD espère que cette approche puisse se combiner à l’effort régional et s’étendre à d’autres provinces et régions pour aboutir à une stratégie de gestion des stocks de munitions nationale.

Personnel expatrié International Staff:	2
Personnel national National Staff:	1
Dépenses Expenditures:	CHF 176’862
PRINCIPAUX DONATEURS: Canada, Département d’Etat des USA	
MAIN DONORS: Canada, US State Department	

Following a challenging year of operations in 2012, FSD battle area clearance (BAC) teams moved from Sirte to the capital Tripoli. They operated under coordination with the Libyan Mine Action Centre (LibMAC) under funding which remained from the Canadian Department for Foreign Affairs Trade and Development (DFATD). Teams successfully completed a number of individual tasks across the central and western provinces of Libya from Tripoli, Wamis and Al Juffrah. In Hun, Al Juffrah, FSD was requested to clear and dispose of some unexploded aircraft bombs (UXO) which remained from the NATO bombing campaign in late 2011 and to survey and mark those items of UXO which were deeply buried for later clearance. A large number of UXO was cleared in Wamis, following renewed fighting between militias. Unfortunately, due to a deteriorating security situation and uncertainty within the transitional governance across the country, FSD was unable to attract funding past February 2013 and operations had to be suspended. During summer 2013, FSD looked at re-starting operations in Libya as renewed interest from both the Canadian DFATD and United States Department for Political-Military Weapons Removal and Abatement (PM/WRA) was tendered. Funding under Canadian DFATD allowed to continue previous efforts to conduct stockpile and ammunition disposal operations in Hun and to continue ammunition survey and assessment operations under PM/WRA. Initial reconnaissance by FSD in September and October 2013 showed promising opportunities for FSD to access ammunition stockpiles in Hun and Waddan, in Al Juffrah Province and to attempt to implement a training and mentoring project with local military staff conducting real time weapons and ammunition management and disposal operations. Jurisdiction for all ammunition management and physical security and stockpile management (PSSM) operations was transferred to the Ministry of Defence (MOD) and away from the LibMAC in November 2013. Ammunition stockpile management (PSSM) remains a highly sensitive matter within Libya. Strained and protracted efforts to plan a national strategy for PSSM in coordination with UNDP, the LMAC, the MOD and mine action organizations have now shown slow signs of progress. FSD plans to consolidate this progress with a dual approach. Initial operations will concentrate on establishing a regional MOD liaison office for PSSM operations with the intent to conduct PSSM training and ammunition management courses. This will be combined with real time disposal operations in survey and disposal of ammunition stockpiles. At a national level, FSD continued to liaise with the MOD in Tripoli under PM/WRA funding to execute ammunition stockpile survey and assessment in Al Juffrah Province. It is hoped that this approach can combine with regional efforts and extend to other provinces and areas to join up as a national PSSM strategy.

BIRMANIE | MYANMAR

La FSD est officiellement arrivée en Birmanie le premier juin 2013. Alors que la Birmanie est affectée par les mines, la FSD se concentre actuellement sur ses activités humanitaires non traditionnelles, en soutien aux personnes déplacées internes, à savoir la construction d’abris, l’approvisionnement et la distribution de NFI (Non-Food Items) ainsi que l’éducation au danger des mines. Ce projet est soutenu par ECHO, le bureau humanitaire de la Communauté Européenne. La FSD dirige le projet de soutien aux personnes déplacées avec son partenaire Maggin Development Consulting Group (MDCG), une ONG récemment fondée de travailleurs humanitaires expérimentés. L’équipe diversifiée de MDCG de personnel de soutien et d’opérateurs de terrain travaille dans un pays qui reconnaît 135 groupes ethniques différents, avec quatre langues nationales principales, parlées dans 14 Etats et régions.

Le soutien aux personnes déplacées est requis dans des régions du pays où le conflit interne le plus long du monde continue à briser les vies des habitants, bien que les efforts pour le cessez-le-feu et les négociations de paix se poursuivent.

Ce projet couvre quatre Etats, avec la construction d’abris et la distribution de NFI dans les Etats de Shan du nord et de Kachin. Les abris sont des structures de bois basiques avec des toits en tôle ondulée, des murs et des sols en bambou et trois chambres, dont l’une est un abri extérieur prévu pour cuisiner. Les abris sont conçus pour des familles de cinq membres et sont équipés de collecteurs d’eau, de gouttières et de seaux de collecte. D’autres organisations fournissent de l’eau et des systèmes sanitaires pour les camps et bien que l’intention soit de développer des camps temporaires, on ne sait pas quand les résidents pourront rentrer chez eux en toute sécurité.

En août, la FSD a mené une formation de formateur en éducation au danger des mines pour le personnel de la FSD et de MDCG. Jusqu’à présent, la seule activité de déminage possible en Birmanie est l’éducation au danger des mines, coordonnée par le Ministère de la sécurité sociale, du secours et du rétablissement. L’éducation au danger des mines est relativement nouvelle en Birmanie. Sans les autres activités de déminage traditionnelles comme les enquêtes et le déminage, il existe un vrai défi s’agissant de peaufiner les messages d’éducation au danger des mines, pour qu’ils reflètent directement la réalité du terrain.

La FSD voudrait parvenir à s’impliquer dans des opérations d’enquête et de déminage. Le gouvernement pourrait autoriser ces activités dans un avenir proche, puisque la longue guerre civile a laissé de vastes zones de terrain contaminé par des mines et des munitions non explosées. Une enquête générale sur les mines n’a pas encore eu lieu en Birmanie, bien qu’elle soit nécessaire pour certifier les vrais niveaux de contamination et démarrer la décontamination des anciens champs de bataille, dont certains sont vieux de plusieurs générations. En 2014, la FSD prévoit de poursuivre la construction d’abris, car malheureusement, le besoin s’en fait toujours sentir, alors que le conflit perdure dans les zones sensibles du pays. La FSD planifie aussi de continuer le programme d’éducation au danger des mines, qui rencontre beaucoup de succès et de le développer afin d’y incorporer un élément basique d’enquête, afin de permettre de répertorier les terres que l’on sait contaminées.

FSD officially arrived in Myanmar on the first of June 2013. While Myanmar is affected by landmines, FSD is currently concentrating on its more non-traditional humanitarian activities in support of Internally Displaced Persons (IDPs) including shelter construction, the provision and distribution of Non-Food Items (NFI) and Mine Risk Education (MRE). This project is supported by the European Community’s Humanitarian Office (ECHO).

Partnering FSD in conducting the IDP support project is Maggin Development Consulting Group (MDCG), a new locally founded NGO with experienced humanitarian workers. MDCG’s diverse team of support staff and field operators work in a country that recognizes 135 different ethnic groups with four major native languages spoken in 14 states and regions. IDP support is required in areas of the country where the world’s longest running internal conflict continues to disrupt the lives of locals although ceasefire and peace negotiation efforts are ongoing.

This support project is spread over four states with IDP shelter building and NFI distribution in both Northern Shan and Kachin states. The shelters are basic wooden structures with corrugated iron roofs, flattened bamboo walls and floors with three rooms of which one is an outside shelter intended for cooking. The shelters are designed for a family up to five family members and are fitted with water gathering, guttering and collection buckets. Other organizations are providing water and sanitation systems for the camps and although the intention is to develop temporary camps, it is uncertain when it will be safe for the residents to return home. In August FSD conducted a MRE Train the Trainer course for both FSD and MDCG staff. So far the only possible mine action activity in Myanmar is MRE which is coordinated through the Ministry of Social Welfare, Relief and Resettlement. MRE is relatively new to Myanmar and without the other traditional mine action activities such as surveys and clearance, there are challenges in fine-tuning the MRE messages to directly reflect real ground situations.

Eventually FSD would like to get involved in mine action surveys and clearance operations. The government may allow these activities in the near future as the longest civil war has left large areas of land contaminated with landmines and unexploded ordnance. A general landmine survey has not yet taken place in Myanmar although it is needed to ascertain the true levels of landmine contamination and kick-start removal from former battlefields, of which some are generations old.

In 2014 FSD plans to continue to build shelters as unfortunately the need remains, the conflict continues in sensitive areas of the country. Additionally FSD plans to continue with the successful MRE programme and hopes to develop it to incorporate a basic survey component to enable land known to be contaminated to be recorded.

Personnel expatrié International Staff:	1
Personnel national National Staff:	4
Dépenses Expenditures:	CHF 588’481
PRINCIPAUX DONATEURS: DG ECHO	
MAIN DONORS: DG ECHO	



L’ESPACE HUMANITAIRE | HUMANITARIAN SPACE

L’instabilité politique et l’augmentation des conflits à évolution lente à travers le monde ne font qu’empirer les conditions d’accès aux parties impliquées dans les conflits et limiter l’indépendance des acteurs humanitaires.

L’espace humanitaire, c’est d’une part l’espace physique permettant aux acteurs humanitaires de se déplacer en sécurité, d’apporter les soins et le soulagement aux populations en danger, sans avoir à craindre les attaques et sans obstacles ou menaces. Cet espace permet d’autre part, par ses aspects juridiques aussi bien que physiques, d’engager le dialogue avec toutes les parties intervenant dans les conflits armés.

La FSD, en partenariat avec l’Appel de Genève, cherche à créer la compréhension, les capacités et la bonne volonté de la part des acteurs armés non étatiques de se conformer aux normes internationales.

Le projet, financé par L’Office Humanitaire des Communautés Européennes (ECHO), vise la poursuite du dialogue entre les gouvernements reconnus et les acteurs armés non étatiques. Le projet fournit aussi des outils aux communautés, leur permettant de plaider leur présence vis-à-vis des acteurs armés non étatiques comme appropriée dans leur zone d’influence.

Le projet a démarré en août 2013 et a été mis en place au Soudan. Il se poursuivra jusqu’en décembre 2014.

Les relations entre le gouvernement soudanais et les organisations humanitaires internationales ont été très tendues depuis l’acte d’accusation porté contre le Président Omar Al Bashir et d’autres officiels du gouvernement soudanais, les accusant de crimes de guerre, de crimes contre l’humanité et de génocide. Plusieurs organisations ont été expulsées après avoir été accusées de documenter les violations pour le TPI, alors que de nombreuses autres se sont vu refuser l’accès aux zones de conflit. La stratégie 2013 de ECHO relève le besoin de plaider dans les questions liées à l’espace humanitaire et à la conformité aux normes internationales. En plus de son élément de plaider public envers le gouvernement du Soudan et des institutions régionales significatives, notamment l’Union Africaine, le projet cherche à envisager ces questions dans le contexte des obligations des acteurs armés non étatiques sous la législation humanitaire internationale et plusieurs acteurs armés non étatiques collaborent sur ce point, dans l’action proposée.

The political instability and the growth of slow-onset conflicts worldwide is worsening the conditions of access to parties involved in the conflicts and limits the independency of humanitarian operators. Humanitarian space is both the physical space for humanitarian actors to move safely, to provide care and relief to at-risk populations without fear of attacks and without hindrance or threat; but it is also the space – legal as well as physical – to engage in dialogue with all parties to armed conflict.

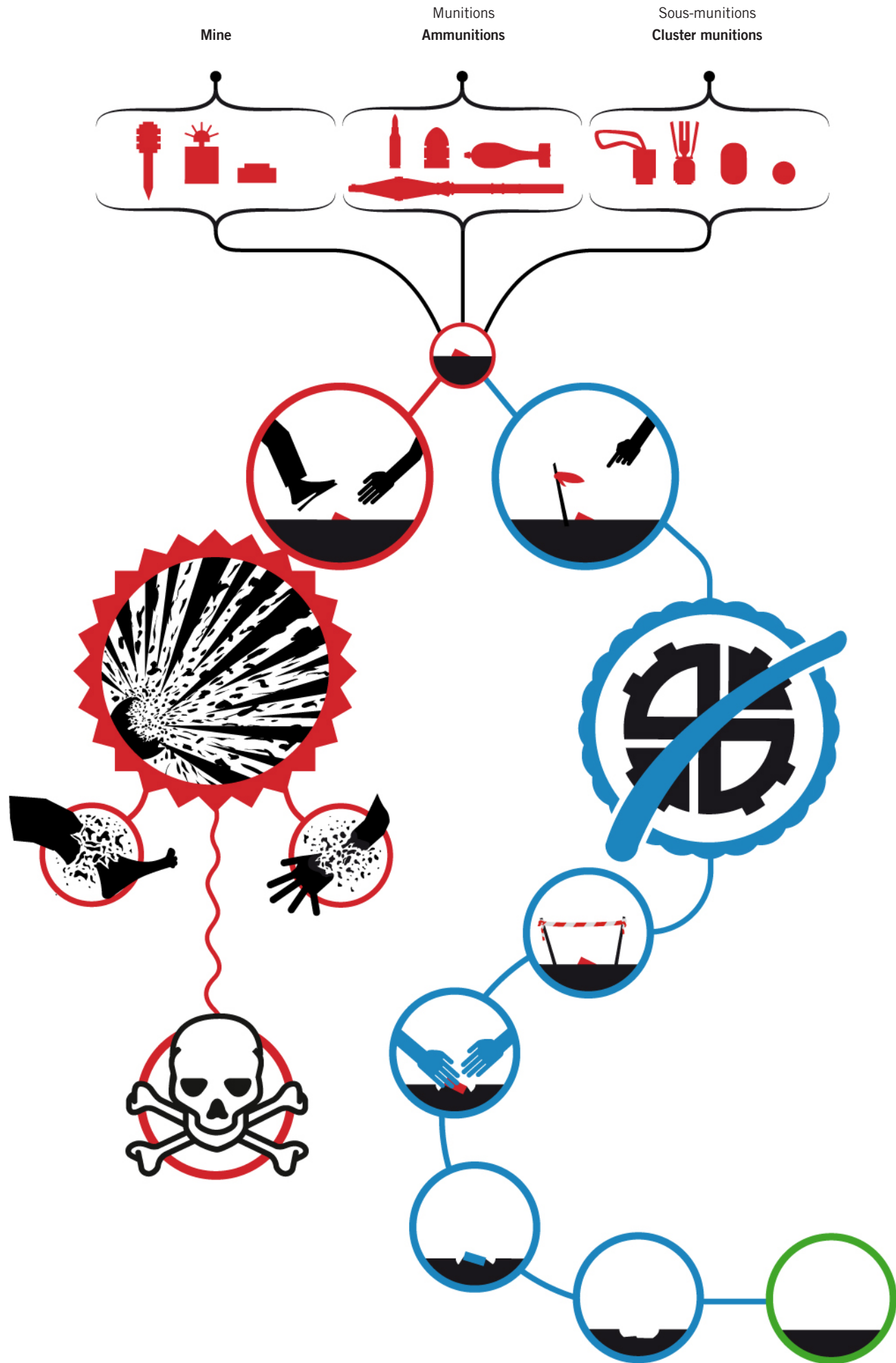
FSD, in partnership with Geneva Call, is seeking to build the understanding, the capacity and a sustainable willingness of armed non-state actors (ANSAs) to comply with international norms.

The project funded by ECHO aims to keep focusing on the dialogue between recognized governments and ANSAs. The project also provides tools to communities, enabling them to advocate towards ANSAs as appropriate in their areas of influence.

The project started in August 2013 and is implemented in Sudan. It will last until December 2014.

Relations between the Sudanese government and international humanitarian organizations have been strained ever since the 2009 International Criminal Court (ICC) indictment of President Omar Al Bashir and other senior Sudanese government officials of war crimes, crimes against humanity and genocide. Several organizations have been expelled after being accused of documenting violations for the ICC indictment while many others have been denied access to conflict areas. ECHO’s 2013 strategy points to the need to conduct advocacy on issues of humanitarian space and compliance with international norms. In addition to its public advocacy component towards the government of Sudan and relevant regional institutions, notably the African Union, the project seeks to address these issues within the context of ANSA obligations under IHL, and works with several ANSAs on this point in the proposed action.

Personnel international International Staff:	7
Bénéficiaires Beneficiaries:	180’000
Dépenses Expenditures:	CHF 34’206
PRINCIPAL DONATEUR: DG ECHO	
MAIN DONOR: DG ECHO	



RAPPORT DE PERFORMANCE | PERFORMANCE REPORT

Constituée en fondation sous la législation suisse, la FSD est une organisation sans but lucratif, apolitique, indépendante et neutre. Sa mission est l'éradication des mines et des résidus explosifs de guerre et d'autres formes de pollution, afin de permettre aux populations civiles de vivre dans un environnement sûr. Conformément à cet objectif, la FSD déploie son activité selon les axes opérationnels suivants:

- La prévention d'accidents au moyen de la formation à la réduction des risques dûs aux mines et aux restes explosifs de guerre (ERW) et l'entraînement à la gestion de ces risques afin d'éviter des accidents dans des zones dangereuses
- L'entraînement de démineurs et de superviseurs d'opérations de déminage et de gestionnaires de stocks de munitions, selon les normes internationales
- La conception et la mise en oeuvre d'opérations de déminage humanitaire, y compris les enquêtes techniques, l'élimination des mines, le marquage, la liaison avec les communautés affectées et la remise des terrains déminés ainsi que le contrôle de qualité
- La destruction de stocks de mines, d'armes et de munitions
- L'élimination d'autres types de contaminations, tels que de sites radioactives, de pollutions par des pesticides et le mercure

LE CONSEIL DE FONDATION

Conformément aux statuts de la FSD, le conseil de fondation est composé d'au moins 5 personnes physiques ou morales, élues pour une durée de 3 ans renouvelables. Les membres actuels sont:

The FSD is a not-for-profit, non-political, independent and neutral organisation, under Swiss law. The FSD eliminates explosive remnants of war (ERW) and other forms of pollutions so that people can again live in a safe environment.

With this objective, FSD is active particularly within the following types of operations:

- The prevention of threats related to landmines and other explosive remnants of war (ERW) as well as the heightening of mine and ERW awareness and safety training, in order to reduce the risks in suspected or declared zones of danger
- The training of de-miners and supervisors of de-mining operations and managers of ammunition stockpiles, to international standards
- Conduct humanitarian demining operations, including general mine assessment and surveys, liaison with mine threatened communities, marking of suspected dangerous areas, identification and delimitation of mine-fields and clearance and neutralization of mines and ERW
- The destruction of stockpiles of mines and other arms and munitions
- The remediation of other pollution, such as legacy uranium tailings, pesticide and mercury contaminations

THE FOUNDATION BOARD

In accordance with the FSD's foundation statutes, the Board of Trustees is made up of at least five people or legal entities, elected for a renewable three-year period. The current members are as follows:

LE CONSEIL DE FONDATION | THE FOUNDATION BOARD

	FONCTION POSITION	ÉLU JUSQU'À ELECTED UNTIL
Jürg Peter STREULI	Président President	Fin 2014 End 2014
Henri LEU	Membre Member	Fin 2015 End 2015
Stéphane FELDER	Membre Member	Mi 2014 Mid 2014
Michel ROCH	Membre Member	Fin 2014 End 2014
Gil MOTTET	Membre Member	Fin 2014 End 2014
Walter GYGER	Membre Member	Fin 2015 End 2015
Andreas KUHN	Membre Member	Fin 2016 End 2016

Les membres du conseil de fondation oeuvrent aussi comme membres du conseil d'administration de Crosstech SA, une société de services entièrement détenue par la FSD. Les comptes de Crosstech sont entièrement consolidés avec le groupe FSD.

La FSD et Crosstech S.A. sont gérées par Hansjörg Eberle, directeur général. Il est engagé avec un contrat à durée indéterminée.

En 2013, le conseil d'administration a tenu quatre séances plénières avec la direction et a pris toutes les décisions formelles de son ressort. Le conseil d'administration de Crosstech s'est pour sa part réuni à trois reprises et a tenu l'Assemblée générale statutaire.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Au cours des 15 dernières années, la FSD a déminé plus de 9'000 hectares (90 millions de mètres carrés) de terrain qui ont ensuite pu être restitués à la population locale. Au total, la FSD a retiré et détruit, jusqu'à présent, plus de 1,7 million de mines et de munitions non explosées.

The members of the Foundation Board also act as members of the Board of Crosstech S. A., a service company which is entirely owned by FSD. Crosstech's accounts are fully consolidated with FSD group.

FSD as well as Crosstech S.A. are directed by Hansjörg Eberle. He was hired with a non-fixed-term contract.

In 2013, the Foundation Board has held four plenary meetings with the management and has taken all the formal decisions which fall within its jurisdiction. The Crosstech S.A. Board has held three plenary meetings and a General Assembly.

OPERATIONAL PERFORMANCE

In the last 15 years, the FSD has cleared more than 9'000 hectares (90 million square meters) of land that could then be handed over to the local population. In total, the FSD has cleared and destroyed so far more than 1,7 million items of landmines and unexploded ordnance.

En 2013, la FSD a traité et libéré 3'000 hectares (3 millions m2) de terrain et détruit 46'000 mines et munitions non explosées. Cette augmentation importante de la productivité est due principalement aux méthodologies améliorées des sondages généraux et techniques, combinés avec une meilleure gestion de l'information.

La FSD a en outre démarré un projet pilote de dépollution d'un ancien site d'extraction et de traitement de minerai radioactif, à Chkalovsk, au Tajikistan. Dans une première phase, la FSD a construit un mur en béton de plus de deux mètres de haut et long de 1,8 kilomètre, afin d'en limiter l'accès aux personnes et aux animaux. La suite du projet comprendra l'assainissement des «hotspots» radioactifs sur ce site de déchets.

PARTENARIATS ET COOPÉRATIONS

La FSD est un partenaire cadre du bureau de la Commission européenne pour l'aide humanitaire (ECHO) depuis 2004.

En 2005, la FSD a signé un accord de partenariat avec la FSD France.

En 2012, la FSD a débuté un nouveau partenariat avec le Croissant-Vert suisse.

La FSD siège au comité consultatif du Centre de Déminage Humanitaire de la Confédération à Genève.

ORIGINES DES FONDS

Le principal revenu de la FSD provient du financement de ses programmes par des Etats tels que l'Allemagne, le Canada, le Japon, la Suisse et les Etats-Unis. Certains programmes ont été financés par des bailleurs de fonds multilatéraux, tels que ECHO et PNUD. D'autres contributions ont été allouées par différents cantons, villes, communes et fondations suisses, ainsi que par des donateurs privés.

La FSD a signé et adhère au Code de Conduite pour la Croix-Rouge Internationale et le Mouvement du Croissant-Rouge, ainsi que les ONG intervenant dans les désastres, sans oublier les quatre principes humanitaires établis par ECHO (humanisme, neutralité, impartialité et indépendance).

La FSD utilise le logo ZEWO depuis 2003. Le sceau d'approbation ZEWO garantit que les donations sont utilisées de manière économe, efficace et pour les objectifs prévus. Il est délivré aux organisations qui fournissent des renseignements exacts et une information financière transparente, qui possèdent des mécanismes de contrôle appropriés et indépendants, qui communiquent ouvertement et qui se financent de manière éthique.

UTILISATION DES FONDS

La FSD est dirigée par un siège de 4 personnes seulement, à Genève. Cette direction est soutenue par une unité professionnelle de support à Manille, aux Philippines. La majeure partie des fonds de la FSD est directement affectée à la mise en oeuvre de projets de déminage. Moins de 10% du budget global est alloué pour l'administration et la recherche de fonds.

L'unité de support à Manille a fourni des services d'audit interne pendant toute l'année et produit un total de 112 rapports d'audit interne. Les comptables de cette unité ont aussi effectué 14 missions de contrôle et de formation sur le terrain.

Les comptes de la FSD, de Crosstech S.A. et du groupe FSD consolidé ont été soumis à un audit complet par KPMG.

ORGANES DE CONTRÔLE

En tant que fondation de droit suisse, la FSD opère sous la surveillance de l'administration fédérale suisse.

In 2013 alone, the FSD has cleared and released more than 3'000 hectares (3 million m2) of land and destroyed 46'000 landmines and unexploded ammunitions. The increase in productivity was mainly due to refined methodologies of general and technical survey combined with improved information management.FSD has further started a remediation pilot project of a legacy uranium tailing site, in Chkalovsk, Tajikistan. In a first phase, FSD has built a 1.8 km long concrete fence around the tailing site. Further interventions are planned to deal with radioactive hotspots.

PARTNERSHIPS AND CO-OPERATION AGREEMENTS

The FSD has been a framework partner of the European Commission Humanitarian Aid Office (ECHO) since 2004.

In 2005, FSD signed an open-end partnership agreement with FSD France.

The FSD participates in the Advisory Council of the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD).

FUNDING

The main project revenue for the FSD programs originates from the governments of Germany, Canada, Japan, Switzerland and USA. Certain programs have been financed by multilateral donors, such as ECHO and the United Nations Development Programme (UNDP). Other contributions have been received from Swiss cantons, cities, communities and foundations, as well as from private donors.

FSD has signed and adheres to the Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief, as well as to the four humanitarian principles established by ECHO (humanity, neutrality, impartiality and independence).

FSD has been bearing the ZEWO logo since 2003. The ZEWO seal of approval certifies that the donations will be used economically, effectively and for their designated purpose. It stands for organisations which offer transparent information and true and fair financial reporting, have independent and appropriate control mechanisms, provide open communications and which procure their funds in a fair manner.

USE OF RESOURCES

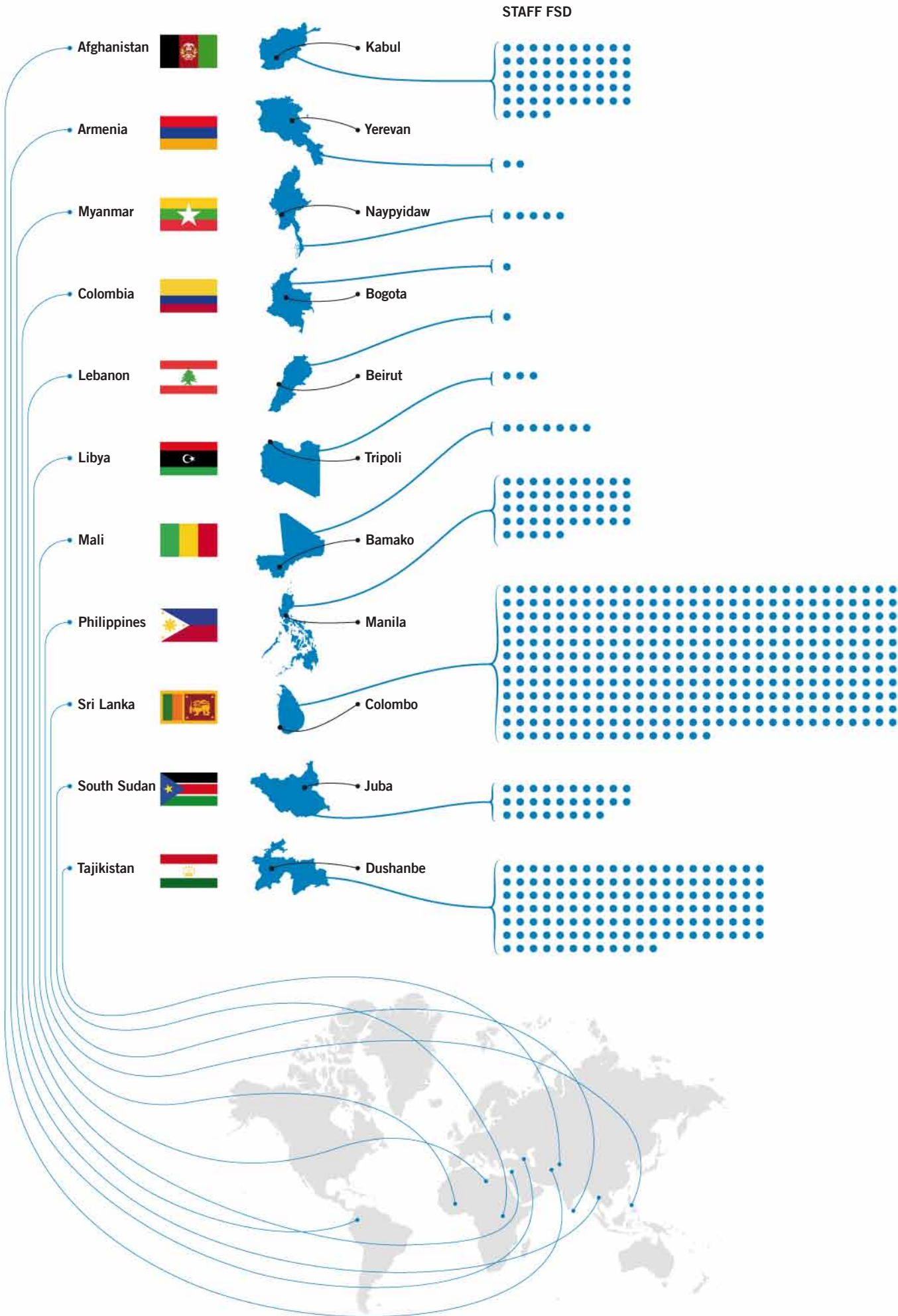
FSD maintains a small headquarters with 4 permanent staff in Geneva as well as a support office in Manila. Most of FSD funds are directly allocated to the implementation of projects in the field. Less than 10% of FSD's income is used for administrative and fundraising activities.

FSD's Manila support office has throughout the year provided internal audit services for FSD's programmes and issued a total of 112 internal audit reports. FSD Manila accountants also performed 14 field visits for audit and training purposes.

The accounts of FSD, Crosstech SA and the consolidated FSD group were subdued to a full audit by KPMG.

SUPERVISORY BODIES

As a foundation, FSD operates under the surveillance of the Swiss Federal administration.



RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE



KPMG SA
Audit Western Switzerland
 111 Rue de Lyon P.O. Box 347 Telephone +41 58 249 25 15
 CH-1203 Geneva CH-1211 Geneva 13 Fax +41 58 249 25 13
 Internet www.kpmg.ch

Report of the Statutory Auditor to the Board of Trustees of

FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Geneva

Report of the Statutory Auditor on the Consolidated Financial Statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), which comprise the balance sheet, income statement, cash flow statement, statement of changes in equity and notes for the year ended 31 December 2013. In accordance with Swiss GAAP FER 21, the information contained in the performance report are not subject to examination by the auditors.

Board of Trustees Responsibility

The board of trustees is responsible for the preparation of the consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER 21, the requirements of Swiss Law and the statutes. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The board of trustees is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2013 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP FER 21 and comply with Swiss law and the statutes.



FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Geneva
*Report of the Statutory Auditor
 on the Consolidated Financial Statements
 to the General Meeting of Shareholders*

Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of consolidated financial statements according to the instructions of the board of trustees.

Furthermore, we confirm that the requirements of the ZEWO foundation, the compliance of which is to be audited in accordance with the "Dispositions explicatives concernant l'article 12 du Règlement relatif au label de qualité Zewo", have been complied with.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

KPMG SA

Beat Nyffenegger
 Licensed Audit Expert
 Auditor in Charge

Henri Mwaniki

Geneva, 13 June 2014

Enclosures:

- Consolidated financial statements (balance sheet, income statement, cash flow statement, statement of changes in equity and notes)

ÉTATS FINANCIERS | FINANCIAL STATEMENTS

ANNÉE FISCALE 2013 (EN FRANCS SUISSES)

FINANCIAL YEAR 2013 (IN SWISS FRANCS)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS AT 31 DECEMBER	2013	2012	Notes
ACTIF	ASSETS			
Actif circulant	Current assets			
Liquidités	Cash and cash equivalents	8'115'058	8'043'091	1
Débiteurs	Receivables	686'381	679'748	2
Comptes de régularisation actif	Prepaid expenses and accrued income	804'101	1'233'942	3
Total actif circulant	Total current assets	9'605'540	9'956'781	
Actif immobilisé	Non-current assets			
Equipement et véhicules, net	Equipment and vehicle, net	57'424	78'904	4
Total actif immobilisé	Total non-current assets	57'424	78'904	
Total Actif	Total Assets	9'662'964	10'035'685	
PASSIF, FONDS ET CAPITAL	LIABILITIES, FUNDS & CAPITAL			
Passif	Liabilities			
Autres dettes	Other liabilities	157'047	365'215	5
Provision fiscale	Provision for income tax	-	146'425	6
Comptes de régularisation passif	Accrued liabilities	242'929	564'871	7
Total passif	Total liabilities	399'976	1'076'511	
Fonds affectés	Restricted funds	439'949	449'785	
Capital de la fondation	Foundation capital			
Capital versé	Paid-in capital	50'000	50'000	8
Fonds d'assurance	Insurance fund	3'303'005	3'000'000	8
Fonds libres	Unrestricted capital	5'459'389	2'569'261	8
Résultat net de l'exercice	Net surplus for the year	10'645	2'890'128	
Total capital de la fondation	Total foundation capital	8'823'039	8'509'389	
Total Passif, Fonds et Capital de la Fondation	Total Liabilities, Funds & Capital	9'662'964	10'035'685	

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ	CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT	2013	2012
FLUX DE FONDS PROVENANT DE L'ACTIVITÉ D'EXPLOITATION	CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES		
Excédent de l'exercice avant attributions	Net surplus for the year prior to allocations	303'814	1'224'309
Amortissement d'immobilisations corporelles	Depreciation of fixed assets	47'882	329'400
Dépréciation de valeur d'immobilisations corporelles	Write-off of fixed assets	1'402	1'146
Provision pour perte sur débiteurs	Doubtful accounts expense	-	12'384
Autres provisions	Other provisions	(146'425)	136'483
Gain sur vente d'immobilisations corporelles	Net gain from disposal of fixed assets	(270'474)	(15'285)
Capacité d'autofinancement	Self-financing cash flow	63'801	1'688'437
Variation des débiteurs	Variation of receivables	(6'633)	(171'241)
Variation des comptes de régularisation actif	Variation of prepayments and accrued income	429'841	1'737'192
Variation des autres dettes	Variation of other liabilities	(208'168)	56'406
Variation des comptes de régularisation passif	Variation of accrued liabilities	(321'942)	83'623
Flux de fonds (utilisés) provenant de l'activité d'exploitation	Cash flow (used by) from operating activities	170'703	3'394'417
FLUX DE FONDS PROVENANT DE L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT	CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES		
Investissements en immobilisations corporelles	Investments in tangible fixed assets	(55'328)	(20'917)
Désinvestissements en immobilisations corporelles	Disposal of fixed assets	297'998	71'683
Flux de fonds provenant de l'activité d'investissement	Cash flow from investing activities	242'670	50'766
TOTAL VARIATION DES DISPONIBILITÉS	TOTAL CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS	71'967	3'445'183
Disponibilités au début de l'exercice	Cash and cash equivalents at beginning of the year	8'043'091	4'597'908
DISPONIBILITÉS AU 31 DÉCEMBRE	CASH AND CASH EQUIVALENTS AT YEAR END	8'115'058	8'043'091

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	CONSOLIDATED STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE	2013	2012	Notes
RECETTES	INCOME			
Prestation de services terrain	Invoiced field services	324'735	716'445	
Revenu du contrat de service	Revenue from Service contract	107'098	6'850'216	
Revenu / (Charge) sur projets terminés	Income / (Loss) from closed projects	127'707	(118'123)	
Autres recettes	Other revenue	63'032	233'058	
Charges administrative chargées aux projets	HQ overhead expenditures charged to the projects	629'796	859'354	
Total recettes	Total income	1'252'368	8'540'950	
Frais administratifs	Administrative expenditure	(1'319'111)	(5'583'051)	11
Amortissements	Depreciation	(47'882)	(329'400)	
Impôts sur le bénéfice	Income taxes	4'376	(146'561)	
Total charges	Total expenditure	(1'362'617)	(6'059'012)	
Résultat opérationnel	Operational result	(110'249)	2'481'938	
RÉSULTAT FINANCIER	FINANCIAL RESULT			
Produits d'intérêts	Interest income	2'924	209	
Gain de change	Currency exchange gain	296'858	574'054	
Pertes de change	Currency exchange loss	(417'423)	(621'082)	
Gain sur vente d'immobilisations corporelles	Gain on disposal of fixed assets	270'474	15'285	4
Total résultat financier	Total financial result	152'833	(31'534)	
VARIATION DES FONDS AFFECTÉS	VARIATION OF RESTRICTED FUNDS			
Contribution reçus	Total contributions	8'179'476	10'797'513	18
Revenus d'intérêts	Interest income	-	10'622	
Différences de change sur contributions reçus, absorbés par FSD	Foreign exchange differences (in contributions) absorbed by FSD HQ	37'392	36'793	18
Charges directes des projets	Direct project expenditure	(7'466'597)	(11'729'996)	10
Frais centraux chargés aux projets	HQ overhead expenditure charged to projects	(629'796)	(859'354)	18
Frais généraux du partenaire de mise en oeuvre chargé aux projets	Implementing partner's overhead expenditure charged to projects	(2'604)	(39'520)	18
Transfert des soldes des projets terminés	Transfer of balances of closed projects	(127'707)	118'123	18
Variation des fonds affectés	Variation of restricted funds	(9'836)	(1'665'819)	
RÉSULTAT DU FOND D'ASSURANCE	INSURANCE FUND RESULT			
Produits d'assurance	Insurance income	1'054'475	1'387'709	9
Charges d'assurance	Insurance expenditure	(783'409)	(947'985)	9
Résultat net du fond d'assurance	Net result of the Insurance Fund	271'066	439'724	
Excédent net de l'exercice avant attributions	Net surplus for the year prior to allocations	303'814	1'224'309	
Attributions aux / (Prélèvement des)	Allocations to / (withdrawal from)			
Fonds affectés	Restricted Funds	(9'836)	(1'665'819)	
Fond d'assurance	Insurance Fund	303'005	-	
RÉSULTAT NET DE L'EXECICE APRÈS ATTRIBUTIONS	NET SURPLUS FOR THE YEAR AFTER ALLOCATIONS	10'645	2'890'128	

STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL	Balance 31.12.12	Transfer of funds	Surplus for the year	Balance 31.12.13
INTERNALLY GENERATED FUNDS				
Paid-in capital	50'000	-	-	50'000
Insurance fund	3'000'000	303'005	-	3'303'005
Unrestricted funds	5'459'389	-	10'645	5'470'034
Capital of the organization	8'509'389	303'005	10'645	8'823'039

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2013 (IN CHF)

BASIS OF PREPARATION

The consolidated financial statements of the Fondation Suisse de Déminage Group (FSD Group) have been prepared in accordance with the applicable provisions of the Swiss GAAP FER Framework and Recommendations and specifically SWISS GAAP FER 21 (Accounting for charitable, social non-profit organizations).

SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

Scope of consolidation

These financial statements present the consolidated activities of the FSD Group worldwide. The FSD Group consists of the Swiss Foundation for Mine Action (FSD), the parent company, and its fully owned subsidiary, Crosstech S.A. (Crosstech), a Swiss Company. The headquarters of FSD are located at rue du 31. Décembre 36, 1207 Geneva, Switzerland.

Basis of consolidated financial statements preparation

The accounts of Crosstech and FSD are fully consolidated. The financial statements of the subsidiary are prepared for the same reporting period as FSD. All inter-company transactions and balances have been eliminated in these financial statements.

Foreign currency transactions

FSD's accounting records are maintained in Swiss francs (CHF).

Asset and liability transactions denominated in currencies other than the functional currency are translated at the prevailing exchange rate of the month of the transaction.

Cash and cash equivalents denominated in foreign currencies are translated at the exchange rates at 31 December. Foreign exchange gains and losses are included in the consolidated statement of income as financial income or expenses, except for material unrealized exchange gains that are deferred.

The following exchange rates were applied at 31 December 2013:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.12329

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.81591

The exchange rates applied at 31 December 2012 were:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.09491

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.82827

Cash and cash equivalents

FSD considers cash on hand, cash in bank and short-term deposits with banks as cash and cash equivalents.

Receivables

Receivables represent items booked as income tax receivable, cash advances to employees and implementing partners. Implementing partners include MDCG, SIMAS and FSD France. An allowance for doubtful accounts is set-up based on the specific receivables from customers which are determined to be uncollectible at the time of the preparation of the financial statements.

Prepaid expenses and accrued income

Prepaid expenses and accrued income consists of receivable from donors, insurance claims and rental deposit. Donors receivables are recorded when contracts are signed.

Fixed assets

Fixed assets are shown at net book value. These consist of equipment and vehicles purchased for use in demining operations and Head Office fixed assets. Costs of fixed assets include expenditure incurred in acquiring and bringing them to their existing location and condition.

Depreciation per year is 50% of the original cost.

Accrued liabilities

Accrued liabilities represent expenses that have been incurred but not yet paid as at the balance sheet date.

Insurance Fund

The Insurance Fund operates as a captive insurance and belongs to FSD. The Fund, including the overall loss settlement, is managed by an external insurance expert. The accumulated funds, supplemented by third party reinsurance, covers the following risks:

- Mine accidents and war risk of national and international staff
- Political and conventional risks of the assets in the field
- Employer's liability at the head office and in the field

Any profit and loss generated by the Fund is recognized as income or expenditure in FSD.

Unrestricted capital

This reserve is the accumulation of excess funds that have been set aside with no specific reservation or restriction.

Income

Grants, donations or contributions are recognized as income in the period in which they have been received unless the right to receive the funds has not been transferred in the current year. Other income is recognized as accrued.

Pledges in cash are recognized on receipt of a written confirmation of donation from the donors. Revenue relating to future years is recorded on the balance sheet as deferred income or as contingent asset if the receivable is greater than five years.

The following contributions are recognized upon receipt of cash collection:

- private and public donations
- income from fund raising campaigns
- legacies

In some cases, donors' pledges do not materialize. FSD considers pledges that have not materialized within one year as contingent assets, and does not include them in the balance sheet at year-end.

Expenditures

Expenses charged are based on the activity of the organization's projects which includes the following:

- Mine Action activities include humanitarian demining (survey, land release, mapping, marking and clearance) as well as risk education
- Weapons and Ammunitions Disposal activities include Physical Security and Stockpile Management (PSSM) as well as Weapons and Ammunition Disposal (WAD)
- Protection of vulnerable populations cover the fundamental delivery of humanitarian assistance in accordance with the essential survival needs (food, water, health and shelter)
- Environmental remediation covers activities that reduce the risk of environmental threats and hazards for the general protection of human health. This activity includes dealing with the contamination of radionuclides, stocks of obsolete pesticides of mercury released during artisanal goldmining.

Cost allocation to programs

a) Participation of programs in head office costs

FSD covers its head office costs primarily by deducting a charge of 7-10% from the expenses of most of the international programs and projects.

b) Staff costs billed to projects

FSD head office charges time spent by key personnel directly to the programs and projects where time can be clearly attributed and justified.

c) Rental of assets

Crosstech S.A., a fully owned subsidiary of FSD, maintains an asset pool, consisting mainly of vehicles and light mine clearance assets such as detectors and protective equipment which are located outside Switzerland. These equipment and vehicles were made available throughout the year to projects and programs in Libya, South Sudan, Sri Lanka, Tajikistan and Afghanistan.

Financial statement presentation

For clearer presentation of consolidated income statement, income and expenses relating to projects are presented as restricted funds. In addition on the balance sheet, the insurance fund is now presented within "Capital" since it is the Foundation's own self-managed insurance to conform with the requirements of RPC 21. Accordingly, the related 2012 financial statements balances have been reclassified to be comparable to the 2013 presentation.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

1. Cash and cash equivalents

As of 31 December, FSD's cash and cash equivalents position is as follows:

	2013	2012
At Head Office	4'707'595	5'130'205
In the field	327'007	549'462
Insurance fund	3'080'456	2'363'424
Total	8'115'058	8'043'091
Included in cash and cash equivalents is a restricted call account for Insurance fund balance of CHF 1'500'000.		

2. Receivables

Receivables include the following cash advances to implementing partners and employees, income tax receivable and receivables from customers.

	2013	2012
Cash advances to:		
FSD France	417'777	504'605
SIMAS	1'299	23'868
MDCG	115'636	-
Employees	74'867	97'460
Income tax receivable	6'068	-
Others	83'118	66'199
Total	698'765	692'132
Less: Allowance for doubtful accounts	12'384	12'384
Net	686'381	679'748

3. Prepaid expenses and accrued income

	2013	2012
Accrued donations	756'521	1'156'695
Head office rental deposit	6'516	12'216
Insurance fund	41'064	65'031
Total	804'101	1'233'942

4. Equipment and vehicles, net

	Equipment	Vehicles	Other Assets	Total
Cost				
Balance 01.01.13	57'229	815'431	67'730	940'390
Acquisition	2'842	52'486	-	55'328
Sale	(18)	(327'337)	-	(327'355)
Write Off	(8'705)	(2'000)	-	(10'705)
Balance 31.12.13	51'348	538'580	67'730	657'658
Accumulated Depreciation				
Balance 01.01.13	47'903	745'854	67'729	861'486
Depreciation	9'711	38'171	-	47'882
Sale	-	(299'831)	-	(299'831)
Write Off	(7'304)	(1'999)	-	(9'303)
Balance 31.12.13	50'310	482'195	67'729	600'234
Balance 01.01.13	9'326	69'577	1	78'904
Balance 31.12.13	1'038	56'385	1	57'424

During the year, acquisitions amounted to CHF 55'328. Proceeds from sales amounted to CHF 297'998 resulting in a gain of CHF 270'474. In 2012, acquisition amounted to CHF 20'917 with sales of CHF 71'683 for a gain of CHF 15'285. Fixed assets have been insured against conventional risk (fire, water) for a total value of CHF 1'570'140.66 and CHF 4'256'306 in year 2013 and 2012, respectively.

5. Other liabilities

	2013	2012
Payable to suppliers and employees	77'838	222'484
Insurance Fund	79'209	142'731
Total	157'047	365'215

6. Provision for income tax

	2013	2012
Provision for income tax	-	146'425
Total	-	146'425

7. Accrued liabilities

	2013	2012
Provision for the return of contribution	57'022	167'193
Head office accruals	9'271	8'503
Accrued field expenses	593	1'733
Payable to local partners	24'266	195'673
Accrual for insurance cases	151'777	191'769
Total	242'929	564'871

8. Foundation

	Paid- in capital	Insurance Fund	Unrestricted capital	Total
01.01.2013	50'000	3'000'000	5'459'389	8'509'389
Result for the year	-	303'005	10'645	313'650
31.12.2013	50'000	3'303'005	5'470'034	8'823'039

The Board of Trustee has set as a principle that the Insurance Fund must be sufficient to cover the estimated maximum loss for FSD for a period of two years.

9. The Insurance Fund

The net result of the Insurance Fund is broken down as follows:

	2013	2012
Premiums	814'039	1'273'107
Management Fees	6'500	179
Claims Income	163'857	17'976
Sundry Income	49'448	88'279
Foreign Exchange Earnings	20'631	8'168
Total income	1'054'475	1'387'709
Premiums	354'528	725'069
Claims Expenses	287'713	159'063
Sundry Expenses	119'278	51'096
Foreign Exchange Losses	21'890	12'757
Total expenses	783'409	947'985
Net result	271'066	439'724

Claims income refers to amounts FSD received and accrued from the Insurance Company or broker while the claims expenses pertain to the accrual of expenses and payments related to the beneficiary/employees who suffered from loss or injury.

10. Direct Project Expenditure

					2013	2012
	Mine Action	WAD	Protection	Environmental	Total	Total
Staff costs	4'263'125	303'981	296'604	30'939	4'894'649	7'538'138
Travel costs	211'197	41'223	38'912	3'233	294'565	288'243
General and office	1'536'628	101'760	217'766	25'930	1'882'084	3'416'677
Professional fees	21'896	651	-	73'281	95'828	45'908
Bank charges	19'438	813	1'264	834	22'349	31'385
Insurance charges	146'082	6'046	2'956	1'878	156'962	269'524
Telecommunication	55'187	2'776	7'753	154	65'870	104'086
Visibility expenses	47'828	3'093	1'763	1'606	54'290	36'035
Total	6'301'381	460'343	567'018	137'855	7'466'597	11'729'996

11. Administrative Expenditure

	2013	2012
Staff costs	836'697	4'055'571
Travel costs	67'618	301'610
General and office	244'489	788'496
Doubtful accounts expense	-	12'384
Professional fees	84'493	240'554
Bank charges	3'924	7'863
Insurance charges	5'067	57'863
Telecommunication	44'291	80'790
Visibility expenses	32'532	37'920
Total	1'319'111	5'583'051

12. Staff-related costs included in notes 10 and 11 can be split as follows:

	2013	2012
Wages and salaries	4'281'677	9'550'463
Social insurance and social benefits	1'449'669	2'043'246
Total	5'731'346	11'593'709

13. Employee benefits

FSD employees in Switzerland are insured against economic consequences of old age, invalidity and death, according to the provision of the Federal Law for occupational benefits, old age and survivors (LPP) by SWISS LIFE (Société Suisse d'Assurance générale sur la vie humaine). According to the defined contribution plan covered by the collective foundation, the employees and employer pay determined contributions. With this plan, net returns on assets do not influence contributions and the final provision is not guaranteed. Risks are supported by the collective foundation; no information about economic benefit or economic liability is available.

The annual contributions to the pension plan are recorded to the income statement during the period they relate. As of 31 December 2013, employer's pension costs amounted to CHF 188'430 (2012: CHF 151'859).

Expatriates who do not have their domicile in Switzerland do not benefit from the pension plan.

14. Other information

FSD has not organized any public funds collection in 2013 or 2012 and has therefore not incurred any direct expenses related to such activities.

In 2013, the President of the Foundation Council did not receive payment for services rendered to the organization beyond his formal functions.

15. Subsequent events

There have not been any significant post closure events that would have an impact on the 2013 financial statements.

16. Liabilities to personnel welfare institutions

As at 31 December 2013, FSD does not have any liability towards the welfare institutions (2012: CHF 0).

17. Risk assessment

A risk assessment has been performed and documented. This was approved by the Board of Trustees on 25 March 2014.

18. Program Summary by Country and Donors

	Afghanistan	Angola	Armenia	Burma / Myanmar	Colombia	Europe	Lebanon	Libya	Mali	Philippines	South-Sudan	Sudan	Sri Lanka	Tajikistan	TOTAL
DONOR															
GOVERNMENT DONORS															
Canada (Department of Foreign Affairs and Int'l Trade)								143'190						184'479	327'669
Federal Republic of Germany (Federal Foreign Office)														1'003'103	1'003'103
Federal Republic of Germany (PATRIP Foundation)	1'190'951														1'190'951
Switzerland (Human Security Division)											40'834				40'834
Switzerland (SDC)							47'482		100'000		127'974		459'518		734'974
US Department of State (PM/WRA)			461'532					8'029			619'432		522'608	1'536'785	3'148'386
Government donors subtotal															6'445'917
MULTILATERAL AND INT. ORGANISATIONS															
ECHO				559'340								195'874	505'098		1'260'312
EU (via FSD France)		102'242								290'861					393'103
European Space Agency (ESA)						24'671									24'671
International Trust Fund (ITF)							55'643								55'643
North Atlantic Treaty Organization (NATO)														123'902	123'902
United Nations Office for Project Services (UNOPS)									280'176						280'176
Multilateral and Int. organisations subtotal															2'137'807
PUBLIC SOURCES															
City of Neuchâtel					3'000										3'000
Swiss Municipalities					600										600
Public sources subtotal															3'600
PRIVATE SOURCES															
Private donations			2'744	221'817					185'749			4'590		88'632	503'532
Private sources subtotal															503'532
Reversal of 2012 accruals	(34'550)		(147'377)								(179'429)		(238'751)	(311'273)	(911'380)
TOTAL CONTRIBUTIONS	1'156'401	102'242	316'899	781'157	3'600	24'671	103'125	151'219	565'925	290'861	608'811	200'464	1'248'473	2'625'628	8'178'476
OTHER INCOME/MOVEMENT															
Foreign exchange differences (in contributions) absorbed by FSD Head office			2'550				(2'639)	15'741	731		8'414		844	11'751	37'392
Other income/movement subtotal			2'550				(2'639)	15'741	731		8'414		844	11'751	37'392
TOTAL INCOME	1'156'401	102'242	319'449	781'157	3'600	24'671	100'486	166'960	566'656	290'861	617'225	200'464	1'249'317	2'637'379	8'216'868
Direct project expenditure	(1'051'274)	(129'211)	(290'407)	(536'067)	3'522	(16'312)	(266'224)	(160'653)	(431'445)	(272'011)	(561'106)	(30'952)	(1'127'360)	(2'597'097)	(7'466'597)
HQ overhead expenditure charged to projects	(105'127)	(11'737)	(29'042)	(52'414)	-	(1'957)	(18'455)	(16'209)	(43'127)	(18'850)	(56'119)	(650)	(121'957)	(154'152)	(629'796)
Implementing partner's overhead charged to project	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2'604)	-	-	(2'604)
BALANCE	-	(38'706)	-	192'676	7'122	6'402	(184'193)	(9'902)	92'084	-	-	166'258	-	(113'870)	117'871
Restricted fund at beginning of year	-	67'207	-	-	-		184'193	47'294		-	-	-		151'091	449'785
TRANSFER OF BALANCES OF CLOSED PROJECTS	-	28'501	-	-	7,122	-	-	-	92'084	-	-	-	-	-	127'707
Restricted fund at end of year	-	-	-	192,676	-	6'402	-	37'392	-	-	-	166'258	-	37'221	439'949

L'ÉQUIPE FSD | FSD TEAM

CONSEIL DE FONDATION | FOUNDATION COUNCIL

STREULI Jürg, Président, President
LEU Henri | ROCH Michel | MOTTET Gilles | FELDER Stéphane | GYGER Walter | KUHN Andreas

ORGANE DE RÉVISION | AUDITORS

KPMG SA, Geneva (Switzerland)

PERSONNEL SIÈGE | STAFF AT HEADQUARTERS

EBERLE Hansjoerg, Directeur général, Director General
TRUNIGER Benedikt, Directeur général adjoint, Deputy Director General
FABBRONI Valeria, Cheffe des opérations, Head of Operations
WILSON Matthew, Chef adjoint des opérations, Deputy Head of Operations

SUPPORT ET AUDIT PHILIPPINES | SUPPORT AND AUDIT PHILIPPINES

Anna Maria Victoria Rio, Arlene Calalo, Clarissa Rondina, Divina Gloria Tamayo, Donna Lee Almonte, Ginamay Binwag, Glozel Lonzaga, Irene Edic, Jaileen Tayaban, James Sy, Jm Xzkyl Gumtang, Julian Teodoro, Marie Jo Abella, Maricar Hontiveros, Marvin Dumogdog, Mary Ann Raneses, Melanie Campos, Melvinn Kaibigan, Nefren Raneses, Philippe Joseph Lalwet, Victoria Bueno, Bernard Tokcho, Flordeliza Barreto, Judelyn Agno, Virginia Blum, John Mendel Macdon, Jerwin Pastoral, Mark Castillo, Marilou Agustin, Rashid Quindica, Clea Diamella Nisperos, Desiree Quindoy, Mark Julius Dorado, Ryan Edy Castillo, Kelvin Carl Cortez, Lorenzo Salaza

PERSONNEL EXPATRIÉ | EXPATRIATE STAFF

Willem Adriaan Venter, Christiaan Niemand, Johannes Odendaal, Craig Willis, Paul Boncz, Alexander Bertram Van Roy, Jean-Claude Amand, Anthony Thomas Fish, Raju Pillai, Hartmut Thoms, Noel Peacock, Artyom Harutyunyan, Din Mohammad Abdul Gahfar, Mario Boer, Alice Crety, Richard Dean Schmidt, Harshi Gunawardana, Alberto Gomez, Andrew Jackson, Andrew Kai Bona, Leonard Kaminski, Abdulmain Karimov, Sabine Linzbichler, John Morrissey, Ben Remfrey, Chris Rennick, Jimmy Roodt, Roderick Scott, Roland Sidler, Clinton Smith, Duccio Staderini, Andrew Stedman, Jean Pierre Thouvenin, Marcel Vachez

REMERCIEMENTS

La FSD souhaite remercier ses collaborateurs pour l'excellent travail accompli en 2013!

SPECIAL THANKS

The FSD wishes to thank its staff for the excellent work they have accomplished in 2013!

TRADUCTIONS | TRANSLATIONS

Yann Leu, leuyann1@gmail.com

MISE EN PAGE | LAYOUT

Pascal Cavin, pascal.cavin@bluewin.ch, FSD

IMPRESSION | PRINT

Quintesens, ATAR Roto Presse SA, Genève

NOMBRE D'EXEMPLAIRES | NUMBER OF COPIES

1'800

© FSD, 2014

COORDONNÉES | CONTACT DETAILS

Rue du XXXI-Décembre 36 • CH-1207 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 737 20 43 • Fax +41 (0)22 737 20 49
info@fsd.ch • www.fsd.ch

COMPTE POSTAL | POSTAL ACCOUNT

17-503036-5

Rue du XXXI-Décembre 36 • CH-1207 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 737 20 43 • Fax +41 (0)22 737 20 49
CCP 17-503036-5 • info@fsd.ch • www.fsd.ch

